

BULLETIN DE NOUVELLES
DU CENTRE DE RECHERCHES ET D'ETUDES HISTORIQUES
DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

L-12

1940-1950

n° 26 / 1995

BULLETIN DE NOUVELLES
DU CENTRE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES HISTORIQUES
DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

70-50

'30-'50

Bulletin de Nouvelles
du Centre de Recherches
et d'Etudes historiques
de la Seconde
Guerre mondiale

Résidence Palace - Bloc E
Rue de la Loi 155 - Bte 2
B - 1040 Bruxelles
Tél.: 02 / 287.48.11
Fax: 02 / 287.47.10

Heures d'ouverture
Du lundi au vendredi
de 9 à 12 et de 13 à 17h.

Rédaction
Wim Meyers

Mise en page
Anne Bernard

Traitement de texte
Anne Bernard

Impression et brochage
André Flamée

Editeur responsable
J. Gotovitch
Rue H. Maubel, 52
1190 Bruxelles

Sommaire	2
Editorial	3
Nos collections	
La consultabilité de nos collections	5
Les archives de Moscou	8
«Jours de Guerre»	12
Les acquisitions de la bibliothèque	14
La photothèque	23
A l'étranger	
Amsterdam: <i>Mémoire et 2e Guerre Mondiale</i>	24
Montréal: Salon mondial de l'histoire	26
Dossier	
Hiroshima 50 ans après... ..	29
Hiroshima aux Etats-Unis	31
Hiroshima au Japon	35
Nous présentons	
L'Institut d'Histoire du Temps Présent	39

Quatre jours et demi de travaux, près de cent intervenants (auteurs de communications, rapporteurs, «questionneurs»), une assistance variant de 60 à 150 personnes selon les jours, des débats animés: le colloque «Société, culture et mentalités. L'impact de la seconde guerre en Belgique» a recueilli un franc succès.

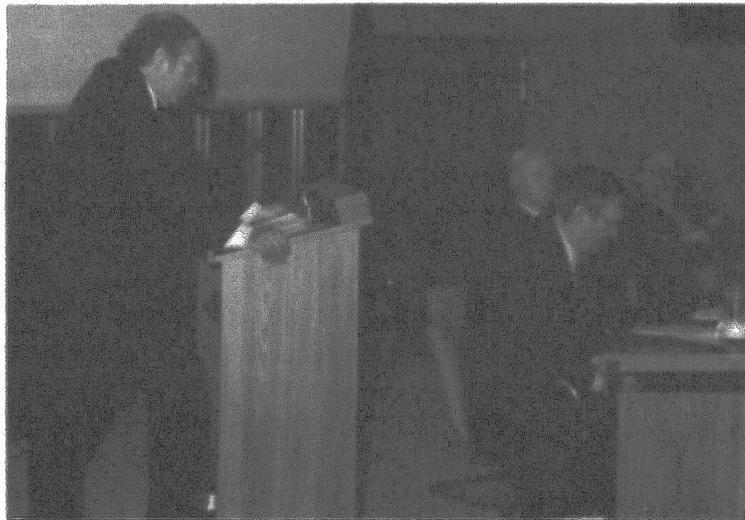
Parmi les premiers enseignements à tirer figure certainement la «demande d'histoire» que nous avons enregistrée auprès de nos collègues des autres disciplines: pédagogues, historiens de l'art, urbanistes et architectes, historiens de la littérature. La confrontation consista d'abord en une rencontre, une découverte réciproque riche de perspectives. Elle démontra que l'histoire culturelle, l'histoire des mentalités contemporaines est encore à se chercher en Belgique. Elle ouvre un champ immense de travail que pareilles manifestations permettent de programmer, ne fût-ce que par la rencontre de chercheurs se situant habituellement dans des univers parallèles...

Le colloque a permis de mesurer dans tous les domaines, le poids des années d'entre-deux-guerres, la relativité des changements, mais également l'ambiguïté de termes communément employés tels «restauration», «continuité» ou «discontinuité». Nous avons entendu à ce sujet quelques réflexions essentielles.

La profusion des travaux engrangés donnera lieu à plusieurs publications selon les thèmes principaux: nationalismes, culture, enseignement.

Une autre leçon de ces journées est la nécessité de situer la guerre au sein d'un champ bien plus vaste pour en comprendre l'impact réel dans notre société. C'est également le sens de l'appel lancé dans son discours inaugural par le Ministre de la Politique scientifique, Monsieur Yvan Ylief, nous incitant à réfléchir à une nouvelle définition du champ d'activité du Centre dont il désire assurer la pérennité.

Un premier pas dans ce sens sera franchi en 1996 par la transformation de nos Cahiers-Bijdragen en une revue attachée plus largement à l'histoire du temps présent et symbolisant par la constitution d'une équipe rédactionnelle fortement élargie, les liens scientifiques noués de manière dynamique avec l'ensemble de nos Universités.



Il s'agit en effet de saisir la chance et les riches opportunités de notre statut d'institution fédérale de recherche pour servir au mieux la collectivité scientifique et par là-même, le public.

José Gotovitch
Directeur



Une exposition d'affiches de films de guerre accompagnait le colloque.



La consultabilité de nos collections

L'Auditorat général, la Sûreté de l'Etat et les Archives générales du Royaume nous ont versé en dépôt des archives concernant la collaboration, mais surtout concernant des institutions officielles belges dont l'existence coïncide avec la période 1939-1950. Contrairement à la situation qui prévalait à ses débuts, le Centre conserve désormais d'importantes archives officielles.

Par ailleurs, le Centre a poursuivi sa politique d'achat de microfilms et de photocopies d'archives étrangères, mais aussi de copies qui ne sont pas en vente libre pour le public telle l'ancienne collection des *German Records Microfilmed at Alexandria*. En outre, les sensibilités - et la législation - en matière de respect de la vie privée ont changé.

Cela nous amène à la politique de consultabilité. Les principes posés aux A.G.R. et les souhaits des historiens d'ouverture la plus large possible guident cette politique. En général, notre réglementation en salle de lecture prévoit au § 16: «Indépendamment des dispositions légales et de la réglementation spécifique en rapport avec des fonds précis d'archives du Centre, vous ne pourrez exploiter ces fonds sans avoir pris toutes les assurances nécessaires pour ne léser ni les personnes encore vivantes ni leurs héritiers.»

Quelle est cette réglementation spécifique ?:

- les archives privées sont ouvertes sauf mention contraire dans les éventuels contrats avec les donateurs;
- les archives en provenance d'institutions officielles sont soit ouvertes (même celles antérieures à 50 ans), soit soumises à autorisation de la direction du Centre et/ ou de l'Archiviste général, soit fermées;
- les copies d'archives achetées à l'étranger sont soit ouvertes, soit - si elles sont susceptibles de porter atteinte à la vie privée - soumises à autorisation de la direction du Centre;
- les autres archives sont en principe consultables telles quelles.

En pratique, la règle de consultation libre n'est pas valable pour quelques fonds d'archives des séries suivantes:

- La grosse **série B** contient des *archives (partielles) d'institutions officielles et privées belges*, dont certaines sous forme de photocopies. Les archives de la Commission d'Enquête sur la conduite des fonctionnaires pendant l'occupation font exception à la règle en matière de consultation.

- En ce qui concerne la **série J, Procès**, il faut distinguer les procès belges d'*après-guerre* (procès de collaboration) et les procès allemands *pendant* l'occupation, procès contre des membres présumés de la résistance. Pour les procès allemands, aucun problème d'accès. La **sous-série des procès belges** est surtout composée

d'actes d'accusation, de jugements etc., et donc *pas* des dossiers d'instruction. Comme les noms des condamnés ont été publiés dans les *Moniteurs* d'après-guerre et que la presse a suivi les procès de près, ces documents sont consultables. Par contre, les «registres des notices» contenant notamment les noms de collaborateurs présumés, sont soumis à autorisation. La même réserve vaut pour le très gros fonds des «pièces à conviction» relatives aux affaires de collaboration avec les autorités occupantes provenant de l'Auditorat général et déposés au Centre par les A.G.R. Comme convenu avec les A.G.R., les chercheurs désireux de consulter ces pièces à conviction sont priés de signer un formulaire de responsabilité individuelle pour la consultation des archives de plus de 30 ans. L'autorisation est donnée aux chercheurs patentés qui peuvent prouver leurs qualités scientifiques (travaux accomplis, promoteur universitaire, etc.).

- En ce qui concerne la **série L**, les *Belges de Londres*, les documents sont consultables sans réserve. Deux exceptions de taille: les gros fonds «Haut Commissariat à la Sécurité de l'Etat» et «Sûreté de l'Etat/Service de Renseignements et d'Action». Le H.C.S.E., créé en 1943, s'occupait de tous les problèmes de sécurité intérieure jusqu'en 1946. Ces archives couvrent surtout la période de la libération et la situation intérieure du pays à ce moment, y compris la répression. Vu le contenu sensible de ces archives du H.C.S.E., la consultation est strictement limitée aux chercheurs qualifiés. L'autorisation éventuelle n'est pas générale et ne concerne *que* les dossiers qui intéressent directement la recherche en question.

L'autre exception concerne les documents Sûreté de l'Etat/S.R.A. La Sûreté de l'Etat disposait d'une abondante documentation sur les anciens réseaux de résistance et leurs membres pendant l'occupation allemande. Ces documents se composent des dossiers personnels des agents des réseaux, des fardes de reconnaissance de statut, de classeurs reprenant l'organisation de divers réseaux. Compte tenu de la nature confidentielle de plusieurs de ces documents - certains intéressés étant toujours en vie -, l'accès est limité jusqu'à l'an 2015 aux agents de la Sûreté de l'Etat expressément accrédités. Toutefois, les chercheurs dûment autorisés par le Ministre de la Justice, l'Archiviste général du Royaume ou le Directeur du Centre peuvent les consulter sous condition de ne rien publier qui puisse entraver la protection de la vie privée.

- La **série W** contient des *collections* se rapportant à *certain*s thèmes et les grandes collections de *microfilms*. En effet, le Centre, par des missions successives et des achats réguliers, a rassemblé sous forme de microfilms et de copies des collections uniques en Belgique. Ces fonds, puisque consultables en leur pays d'origine, ne sont pas soumis à autorisation. Il n'en va pas de même avec la dernière acquisition du Centre, des copies d'archives allemandes concernant la Belgique conservées à Moscou. (Voir ailleurs dans cette rubrique). Vu le caractère "confidentiel", surtout en ce qui concerne les dossiers *Waffen-SS* contenant des milliers de noms de collaborateurs militaires, ce nouveau matériel inédit est accessible aux chercheurs sous réserve d'une demande dûment motivée de caractère scientifique et des dispositions juridiques

et réglementaires relatives à la protection de la vie privée. Ce matériel est également accessible aux descendants directs de personnes figurant dans ces documents.

En terme de ce bref exposé, et puisqu'il s'agit de la pratique, signalons que, sauf en ce qui concerne les exceptions mentionnées, toutes les archives du Centre sont consultables dès qu'une liste succincte des dossiers existe. Il n'y donc pas lieu d'attendre le stade de l'inventaire classique.

Terminons par un mot concernant le photocopiage et la publication d'archives. Dans notre règlement de la salle de lecture, il est stipulé que:

«14. Les photocopies de livres ou de documents d'archives ne peuvent être utilisées que dans un but strictement privé. L'utilisation et la reproduction de ces photocopies sous quelque forme que ce soit (livre, film, etc...) exigent une autorisation écrite préalable de la direction du Centre.

15. La reproduction par photocopie de l'ensemble d'un fonds d'archives (voire de la partie d'un fonds) n'est pas autorisée.

17. La publication de série de documents en provenance des fonds d'archives de notre institution nécessite l'autorisation préalable de la direction.»

Dirk Martin

Le concours de l'ASBL «Les Amis du Centre»

Le 24 octobre 1994, nous écrivions à un maximum d'amicales pour leur demander de diffuser dans leur bulletin l'annonce qui suit: «L'asbl 'Les Amis du Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale' organise un grand concours».

Il s'agissait de réunir le plus grand nombre possible de manuscrits, récits non-romancés ou mémoires de ceux qui avaient vécu la Seconde Guerre mondiale. Notre appel a été entendu car nous avons reçu 81 contributions qui, pour la plupart, étaient d'excellente qualité !

Les 6 meilleurs *ex aequo*, choisis par un comité de lecture, ont été proclamés le 24 octobre 1995. Les gagnants sont par ordre alphabétique:

- * Monsieur J. Desert, *Olga ou ma mauvaise conscience.*
- * Monsieur A. Dury, *Neuf jours sur un radeau.*
- * Monsieur A. Goffart, *Souvenirs et menus propos d'un simple Bruxellois.*
- * Monsieur G. Hénaut, *Thulin, mai 1940.*
- * Monsieur R.C. Spilthoorn, *Mijn wedervaren als zeeman gedurende de oorlog.*
- * Monsieur T. Zilberberg, *La nuit la plus longue.*

Les 81 manuscrits sont consultables au Centre. Quant aux 6 manuscrits gagnants, ils seront d'ici peu de temps édités par le Centre et disponibles à votre demande.

Isabelle Ponteville



Les archives de Moscou

Après de longues négociations préalables, le soussigné et **Patrick Nefors**, chercheur attaché au Centre à titre temporaire, se sont rendus à Moscou en avril 1994 pour visiter tout particulièrement les fonds allemands relatifs à la Belgique et déposés aux ex-«*Archives spéciales*». Une active campagne de photocopies y a été réalisée.



Les archives «secrètes» de Moscou.

Depuis peu, des milliers de copies provenant de ces *Archives* sont en possession de notre institution. Une liste de synthèse vient d'être terminée. Un fichier informatisé concernant les prisonniers de guerre belges (essentiellement des collaborateurs militaires) qui séjournèrent ou transitèrent après 1945 dans des camps soviétiques sera utilisable dans nos locaux sous peu.

Quels sont les fonds reproduits ?

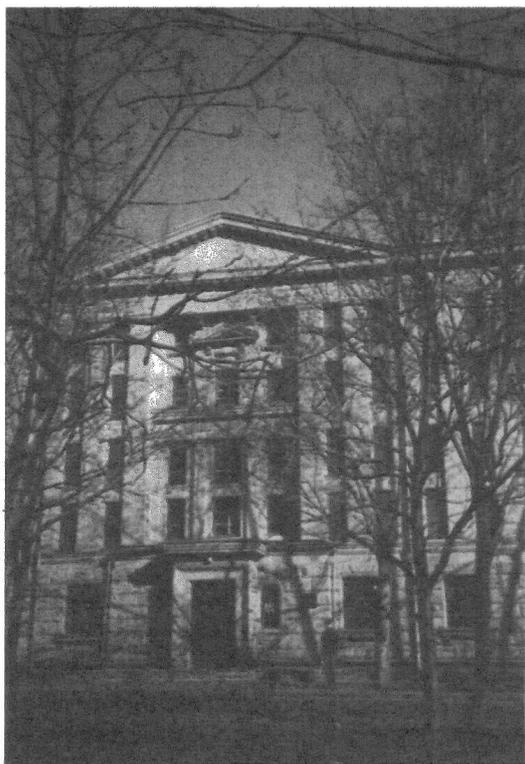
A. Instances civiles allemandes

Il convient de mentionner en premier lieu les **fonds des juridictions allemandes** qui, d'ordinaire, furent amenées à traiter des cas - souvent oubliés - de l'espionnage belge en Allemagne durant l'entre-deux-guerres et jusqu'en 1940. Un second ensemble comprenait des parties d'archi-

ves du *Reichssicherheitshauptamt* de Himmler ainsi que plusieurs fonds de la *Gestapo*. Bien que de valeur disparate, leur reproduction s'avérait néanmoins opportune pour comprendre la politique nazie d'espionnage de l'émigration allemande avant la guerre, pour comprendre les activités «antipatriotiques» de celle-ci et la manière dont les autorités du *Reich* appréhendaient la situation intérieure belge (dès 1920). La période d'occupation elle-même est beaucoup moins bien couverte: on peut trouver des renseignements sur les Flamands recrutés en 44 pour des missions de type *Werwolf*, sur les ouvriers en Allemagne, sur la situation alimentaire et l'approvisionnement, sur la liquidation des services de renseignement militaires belges en 1940.

Avec les **dossiers économiques** - essentiellement en provenance du *Reichswirtschaftsministerium* et, dans une moindre mesure, du *Vierjahresplan* -, la moisson

se révéla plus abondante. Ils donnent des informations sur l'ensemble de l'écono-



L'immeuble du Centre de conservation et d'étude des Collections documentaires

mie belge pendant l'occupation, plus précisément sur le problème de l'approvisionnement mais aussi sur différents secteurs industriels comme les métaux non-ferreux et la chimie. D'autres renseignements, encore, sur le monde bancaire et l'instauration de la Banque d'Emission.

Un quatrième fonds concernait les **archives allemandes des institutions civiles et militaires de recherche**. Elles s'employaient à récupérer les documents militaires belges en 1940 mais elles contrôlaient également le service postal de nos prisonniers de guerre. Mais l'essentiel de ces fonds forme une collection

Robert Oszwald. Cet historien et archi- viste allemand (1883-1945) était un des promoteurs de la *Flamenpolitik* en 14-18. Dans l'entre-deux-guerres (au *Propagandaministerium* et à l'*Abwehr*) et pendant la Seconde Guerre mondiale (auprès du *Reichskommissar Nederland* et à la *SS-Hauptamt*), il continua à entretenir des contacts avec les milieux flamingants.

Enfin, il a encore été possible de reproduire quelques dossiers de l'*Innenministerium*, du *Propagandaministerium* (entre autres un dossier concernant la musique en Flandre), du *Reichskommissar für öffentliche Ordnung* (espionnage belge en Allemagne jusqu'en 1930) et du *Verwaltung okkupierte Gebiete* (concernant les organisations nationalistes flamandes).

B. Waffen-SS: Dienststelle Fürsorgeoffizier Flandern und Wallonien

Cette *Dienststelle* du *Fürsorge und Versorgungsamt der Waffen-SS «Ausland»* dépendait du *Hauptfürsorge und Versorgungsamt* du *Rasse und Siedlungshauptamt*. Il avait pour mission d'assurer l'aide financière et matérielle des volontaires flamands et wallons de la *Waffen-SS* et de leurs familles.

Ces archives comprenaient entre autres les *Tätigkeitsberichte* mensuels de cette *Dienststelle*, la correspondance relative à l'enrôlement pour le front de l'Est et ses modalités d'exécution. Mais elles comportaient surtout des listes avec des milliers de noms (avec la date de naissance, le domicile, et parfois la

profession et l'affiliation politique) des volontaires de la *Waffen-SS* et de leurs familles, sans oublier les «soeurs» belges de la *D.R.K.*, les volontaires dans la *Kriegsmarine*, les Flamands engagés dans les *Fliegerhorstwachen*, les *Hilfsfeldgendarmen*, etc... On y trouvait aussi des listes de transports, des listes de tués, de déserteurs, d'individus poursuivis pour vol, des listes de paiements. Il ne fait aucun doute que ces quelque 3.000 pages de documents qui débutent en 1940 pour ne s'achever qu'à l'extrême fin de la présence de ces Flamands et Wallons en Allemagne (en 1945) seront en mesure de donner une impulsion supplémentaire aux recherches sur la collaboration militaire.

C. Les instances non-allemandes

Dans ces fonds allemands, on put encore retrouver les archives d'avant-guerre de la section belge de la *Sozialistische Jugendinternationale*. Nous en avons naturellement pris copie. Nous profitâmes enfin de l'occasion pour sélectionner dans la «Section française» des documents relatifs à la Belgique. Et nous avons pu repérer des archives très importantes des services de renseignement militaires français (plus spécialement du Deuxième Bureau de l'Etat-Major de l'Armée, qui devint durant la guerre le Cinquième Bureau) surtout pour l'entre-deux-guerres mais avec des prolongements sous Vichy

(1940-1942). Ces dossiers aussi précieux que captivants sont intéressants pour pouvoir suivre l'activité des espions allemands en Belgique et de leurs complices autochtones.

Nous avons ensuite trouvé des dossiers plus petits mais non moins intéressants sur les services de renseignement belges et le type de relations qu'ils avaient nouées avec leurs vis-à-vis franco-britanniques, sur les agents italiens et anglais, sur l'aide belge à l'Espagne républicaine, sans oublier la situation politique générale dans notre pays avant et pendant le conflit, jusqu'en 1942. Un certain nombre de dossiers traitaient même de l'embryon de services de renseignement et de lignes d'évasion belges en France après 1940.

Surtout en ce qui concerne les documents de la *Waffen-SS*, le chercheur ne pourra accéder à ces sources originales qu'après avoir introduit une demande se justifiant sur le plan scientifique auprès des autorités du Centre. Il devra en outre tenir compte de la législation et de la réglementation relatives à la protection de la vie privée.

D. Autres acquisitions

Après ces acquisitions plus ou moins sensationnelles et qui ont attiré l'attention des médias, le Centre a encore introduit d'autres fonds. Citons:

- Des documents du R.P. M. Claeys-Bouüaert en rapport avec l'épuration et des interventions en faveur des inciviques, 1947-53 (6 fardes / PC 28).
- Commissariat général à la Reconstruction du Pays. Service d'Information. Bulletins de presse, 1940-44 (15 boîtes / B 26/3).
- Mouvement National Belge: Archives (partielles) de liquidation, 1945-50 (2 boîtes / 4 R 8).
- Commune de Moerzeke. Approvisionnement, ravitaillement et documents administratifs divers 1914-18 et 1940-50 (5 mètres courant / B 97).

- Documentation et manuscrits de Léon Papeleux concernant ses publications, 1965-85 (5 mètres courant / PP 17).
- Ligue des Droits de l'Homme, Archives partielles et Commission de l'Enseignement LDH, 1970-90 (5 boîtes / Z 15).
- Auditorat Général. Documentation générale (reliquat) 1940-44 (5 mètres courant / JB 64).
- Id., Service central de Documentation: Documents et Rapports («Doc.Jans»), 1945-50 (1 mètre courant / JB 65).
- Documents Léopold Ros relatifs à la CNPPA/NCPGR et à la Question royale 1950-51 (1 boîte / PR 23).
- Dossier *VNV-Leiding* (J. Timmermans ?) sur les promotions dans la magistrature, 1940-44 (1 classeur / C 2, n° 680).
- Ministère de l'Intérieur. Administration des Services de Contrôle, prov. de Namur, 1940-44 (5 boîtes / 2 B 28).
- V.A.V.V. Hoofdkwartier. *Dienst voor Algemene Opleiding. Richtlijnen voor Opvoeding en vorming in de Arbeidskampen* (syllabus), s.d. (1941-44) (1 boîte / B 35).
- Documents gén. F. Burniaux, essentiellement en rapport avec la force aérienne belge en Afrique (Congo, Afrique du Sud), 1920-1985 (4 boîtes / PB 26).
- Documents Clersy, administration communale de Courcelles, 1940-44 (3 fardes / PC 13).
- Documents J. Triffet en rapport avec la résistance syndicale, bassin du Centre, 1940-45 (2 dossiers / PT 11).
- Croix-Rouge de Belgique / *Belgisch Rode Kruis*. Listes de militaires/civils décédés / *Lijsten van gesneuvelde militairen/burgers*, 1940 (2 fardes / B 20/5).
- Albums concernant les fastes du Mouvement rexiste (Annales d'Empire), 1942 (2 vol. / C 11 suppl./7).

Toutes ces acquisitions récentes sont à présent accessibles en notre salle de lecture.

Dirk Martin

Un nouveau collègue

Fabrice Maerten (°Mouscron, 20.2.1962) a rejoint notre équipe scientifique à partir du 1^{er} juin 1995, choisi pour remplacer le regretté Alain Dantoing. Licencié en histoire de l'UCL en 1984, le nouvel attaché a été boursier du FNRS (1985-1989) et puis assistant à l'Unité d'Histoire contemporaine de l'UCL et de la Faculté de Droit et de la Faculté des Sciences économiques, sociales et politiques des Facultés universitaires Saint-Louis. Actuellement, il met la dernière main à son doctorat, sous la direction du Prof. J. Lory (UCL), consacré à la résistance psychologique dans le Hainaut (mai 1940-septembre 1944). Il a publié diverses études et participé à différents colloques sur le même thème. Il s'intéresse également à la vie religieuse et à la libération dans le Brabant wallon et au traitement des sources orales.

«*Jours de Guerre*»

De l'émission télévisée aux archives de l'histoire de Belgique au cours de la Seconde Guerre mondiale

Les collections du Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale vont s'enrichir d'un important fonds versé par l'émission télévisée «*Jours de Guerre*» réalisée, de 1989 à 1995, par le Centre de Production de la R.T.B.F.-Charleroi. Cette émission mensuelle a eu l'ambitieux objectif de couvrir pendant près de six années tous les aspects de l'histoire de Belgique au cours de la Seconde Guerre mondiale. Par une approche humaniste de l'histoire, «*Jours de Guerre*» accordera une place essentielle aux acteurs et témoins, tout en les confrontant à un dossier historique rigoureux. Suite à quelques 75 heures d'émission, une impressionnante documentation a été rassemblée dans plus d'une centaine de classeurs et de fardes divers.

Ces vastes archives sont la résultante d'un travail considérable de recherche réalisé par l'équipe de chercheurs et de journalistes attachés à l'émission tout au long de l'année de préparation et des six années de programmation de cette ambitieuse série. Cette documentation léguée au Centre comprend un véritable trésor: quelque 500 interviews retranscrites de témoins et d'acteurs de l'histoire de Belgique au cours de la Seconde Guerre mondiale. Elles constituent, en quelque sorte, une approche exhaustive unique, par le biais de l'histoire orale, de cette période. De plus, 5 classeurs reprennent un fichier d'identification précis de la plupart des témoins qui ont été approchés

de près ou de loin par l'équipe de «*Jours de Guerre*».

A cela, il faut ajouter plus de 90 classeurs et fardes divers rassemblant la grande majorité des dossiers généraux et thématiques élaborés par l'équipe «*Histoire*» de l'émission. Parmi ces dossiers préparatoires aux séquences, plusieurs appels à témoin reçurent un large écho auprès des auditeurs. Chacun des dossiers thématiques rassemble de manière structurée des extraits d'articles, d'ouvrages et d'archives photocopiés, des notes manuscrites, des listes de témoins potentiels, des contacts avec des experts ou encore des illustrations iconographiques. Ces dossiers ont permis la rédaction d'une bonne centaine de synthèses dactylographiées reprises dans ces archives. Une chronologie générale de l'histoire de Belgique au cours de la Seconde Guerre mondiale, alors inexistante, a été réalisée par les historiens de l'équipe. Elle sera aussi versée au Centre. Ce fonds comprend, de plus, un abondant courrier des téléspectateurs apportant leurs témoignages, leurs réflexions, indiquant des pistes ou proposant des thèmes inédits.

Grâce aux «dossiers de presse» légués par «*Jours de Guerre*», le sommaire de chacune des émissions accompagné d'un résumé des séquences, donnera sa pleine valeur à la collection complète vidéo en format V.H.S. de la série «*Jours de Guerre*» qui sera conservée par le Centre.

Enfin, les archives «*Jours de Guerre*» comprennent aussi le support audio des interviews retranscrites - les «bandes lisses» - qui faciliteront les corrections éventuelles, une trentaine de manuscrits et de journaux personnels ainsi qu'une quarantaine d'ouvrages imprimés qui seront versés à la bibliothèque.

Ce vaste fonds (Cote W 30) a fait l'objet d'un classement et d'un inventaire

complet qui sera publié par le Centre. Il comprend un index général sous la forme de mots-clefs qui permettront un dépouillement rapide et précis de l'ensemble des différents types d'archives déposées par «*Jours de Guerre*». Le chercheur averti y pourra faire d'heureuses découvertes.

Luis-Angel Bernardo y Garcia

Le triangle violet

Une exposition ayant trait au sort, tant en Allemagne que dans les territoires occupés, des Témoins de Jéhovah sous le régime national-socialiste a parcouru ces derniers mois différentes villes de Belgique. *Een Getuigen-Verslag (Un rapport sur les Témoins)* est une des plus claires et des plus exemplaires expositions consacrées à un aspect particulier des camps nazis qu'il m'ait été donné de voir cette année. Evitant la surcharge de textes, elle se présentait sous la forme de photos frappant l'imagination et de documents complétés par de brèves descriptions relatives au sort de victimes individuelles. S'ajoutaient à cela des témoignages sur vidéo de survivants et d'une brochure gratuite. Frappante pour le regard extérieur était l'absence totale, dans l'exposition, de toute tentative de prosélytisme.

Le rôle joué par les Témoins de Jéhovah dans les premiers avertissements à l'encontre de la terreur nazie est, surtout dans la brochure, rendu comme un peu trop exceptionnel. A côté des Témoins de Jéhovah, d'autres, qu'ils soient communistes, sociaux-démocrates et même parfois catholiques et protestants, avaient aussi dès le début tiré la sonnette d'alarme. Dans la brochure (*Een Getuigen-Verslag 1933-1945*) et dans un numéro spécial de *Ontwaakt (Réveille-toi)* (22 août 1995), les Témoins de Jéhovah sont cités comme les plus grandes victimes du nazisme après les Juifs. Cela est tout à fait faux. Les Juifs et les Tziganes furent intentionnellement et massivement exterminés. Il n'en fut heureusement jamais question pour les Témoins de Jéhovah.

Gie van den Berghe

Les acquisitions de la bibliothèque en 1995

1. Aperçu général

La bibliothèque du Centre comptait à la fin du mois de septembre 1995 36.022 volumes inscrits dans ses collections alors qu'un total de 48.200 descriptions bibliographiques avaient été réalisées pour les livres et les brochures (y compris les articles de revues ou les contributions individuelles d'ouvrages collectifs). On disposait en outre de quelque 2.000 descriptions bibliographiques pour les périodiques.

Si, en 1994, 2.030 volumes avaient été introduits dans nos collections, on en dénombrait déjà 2.193 à la fin du mois de septembre 1995. Parmi ceux-ci, 536 concernaient des travaux récents publiés ces deux dernières années. Le reste provenait de dons, d'échanges avec d'autres institutions scientifiques ou d'acquisitions en antiquariat. A vrai dire, la plus importante des entrées, pour cette année, était constituée par l'achat, en avril, d'un ensemble de documents rassemblés par un collectionneur de Moerzeke (Flandre orientale). Cette collection comprenait environ 3.500 titres d'ouvrages, dont \pm 2.250 étaient relatifs à la Première Guerre mondiale ou à l'entre-deux-guerres, et \pm 1.250 à la Seconde Guerre mondiale. Elle embrassait tous les sujets susceptibles d'intéresser notre institution, allant bien au-delà du domaine strictement militaire. Les thèmes politiques, sociaux, économiques - sans oublier le Mouvement ouvrier et le Mouvement

flamand - furent ainsi scrupuleusement couverts par notre collectionneur jusqu'à l'aube des années septante. Il s'agit assurément d'une acquisition majeure si l'on veut bien se souvenir que le Centre n'a pu commencer ses collections qu'à la fin des années soixante. A ce jour, environ 20 % de la documentation en provenance de Moerzeke sont enregistrés - et donc utilisables. Le reste suivra sous peu.

La politique d'achat pour 1994 était essentiellement orientée vers le Souvenir de la Libération, avec une présence massive de l'histoire locale. Par la suite, nous avons voulu privilégier quelques points d'intérêt spécifiques. Pour la Belgique par exemple, nous avons porté notre attention sur l'histoire culturelle des années 30-50 en recourant au domaine de l'antiquariat et de la bouquinerie. Il en a été de même pour les thèmes qui sont aujourd'hui scientifiquement porteurs (nationalisme, racisme, amnistie, communisme, extrême droite) et concernant cette période. Pour l'étranger, nous avons plutôt privilégié les pays européens proches du nôtre tout en conservant l'approche globale des faits sociétaux qu'étudie le Centre.

2. Les acquisitions de 1995

La plupart des tendances que nous avons dégagées pour 1994 (Cfr 30-50, n° 24, p. 21 et suiv.) se sont confirmées en 1995, tant au niveau linguistique que sur le plan du contenu. Les travaux en français demeurent dominants tandis que les

ouvrages en anglais l'emportent toujours nettement sur ceux en allemand.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de la situation. Les ouvrages récents enregistrés en 1994 et 1995 ainsi que l'ensemble des acquisitions pour 1995 figurent en %.

Langue	Nouveaux titres 1994	Nouveaux titres 1995	Total 1995
Français	39	44	43
Néerlandais	20	24,5	28
Anglais	29	24,5	15
Allemand	10	5	12
Autres	2	2	2

Du point de vue du contenu, il apparaît que le champ d'investigation de la bibliothèque pour les différents pays impliqués (de près ou de loin) dans le conflit se trouve dans une phase d'accroissement sensible. C'est ainsi que nous sommes en mesure de proposer des études sur l'Argentine au cours de la période 30-50. Est-il besoin de préciser qu'elles dépassent le cadre des relations entre ce pays et la Belgique ? Nous disposons en effet à présent d'informations sur le mouvement péroniste, ce qui n'était pas le cas il y a peu.

Après la Belgique - et par ordre décroissant -, l'attention s'est portée sur la France et sur l'Allemagne. La Grande-Bretagne a conservé la position qu'elle détenait, mais les Pays-Bas et les Etats-Unis ont vu leur poids relatif s'accroître en 1995. En passant, relevons l'importance grandissante accordée aux pays asiatiques par l'histoire contemporaine.

Au niveau de la thématique, le judéocide

reste très présent mais sa domination se révèle moins souveraine qu'en 1994. La tendance qui s'affirme avec le plus de force: l'attrait pour l'histoire culturelle. Ce phénomène est perceptible non seulement dans les travaux généraux mais aussi dans les monographiques spécifiques. Les maîtres en la matière

demeurent les historiens anglo-saxons, suivis par leurs collègues allemands.

A titre d'exemple, nous avons choisi deux études ayant trait aux aspects multiformes et divergents de cette histoire: un *reader* à propos des «Génération en conflit» en Allemagne et un catalogue d'exposition sur les conséquences culturelles de la Seconde Guerre mondiale aux Etats-Unis.

L'importance de la jeunesse en tant que facteur d'identité générationnelle occupe une place essentielle dans le recueil de l'historien anglais Mark Roseman¹. Dans l'histoire socio-culturelle de ces dernières années, on a pu constater un intérêt grandissant pour les éléments formant les «*imagined communities*» («communautés de l'imaginaire») au détriment de l'élément «classe» sociale. Le sexe, la religion, l'ethnie mais aussi le facteur générationnel émergent de plus en plus comme éléments constitutifs d'identité.

¹ Marc ROSEMAN (ed.), *Generations in conflict. Youth revolt and generation formation in Germany, 11770-1968*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

Le recueil parcourt l'ensemble de l'histoire moderne de l'Allemagne depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'aux années soixante en cherchant les lignes de continuité et de rupture dans les révoltes de la jeunesse. On ne doit pas être étonné que cet ouvrage accorde une grande place à la période qui a suivi la Grande Guerre et au III^e Reich. La question était de savoir si les mouvements de révolte de la jeunesse du début des années trente différaient idéologiquement avec ceux des générations antérieures et s'ils conduisaient au nazisme. En général, la réponse apportée est négative mais ceux qui ont rallié le N.S.D.A.P. ont basculé plus vite dans la radicalité. La jeunesse, ainsi que l'écrit Roseman, a, de tout temps, fait plus volontiers montre d'énergie, d'ambition et de frustration que de sagesse, de souplesse sociale et de scepticisme.

D'une manière encore plus captivante, les autres contributions abordent la question de l'influence nazie sur la jeunesse dans les années 1933-1945. Le nouveau régime changea durablement la relation entre l'Etat, la société et la jeunesse: telle fut la conclusion générale. Le national-socialisme a voulu priver les mouvements de jeunesse de leur indépendance tout en cherchant en même temps à profiter de leur élan. Il s'ensuivit une «normalisation» de l'ensemble, «normalisation» fondée sur le démantèlement des différentes cultures marginales (comme la culture «prolétarienne»), et un malaxage d'une adolescence qui crut à son rôle d'avant-garde dans une nouvelle société fondée sur des valeurs nationalistes et racistes. Finalement, l'élément le plus essentiel de cette contribution était de montrer que la génération de la *Hitlerjugend* et du *Bund Deutscher Mädel* formait bel et bien une

nouvelle «cohorte» dans l'histoire allemande. Ce ne fut plus la classe, la religion, l'origine régionale ou le sexe qui représentaient les valeurs de cette génération mais un sentiment d'échec et de totale désorientation pour la période qui succéda au conflit. Tel fut le point de départ de la «Jeunesse du Silence», muette sur son passé et ses propres expériences, cachant profondément ses pulsions idéalistes sous une épaisse couche de fadeur et de sens des valeurs. Le délabrement familial de cette génération était si considérable, son désir de renouer des liens familiaux était si intense qu'aucune révolte contre l'autorité des aînés n'avait de chance de réussir. Somme toute, les nazis créèrent une génération de jeunes flexibles et disciplinés. Ces derniers s'engagèrent après 1949 dans des activités sociales ou économiques «apolitiques», aidant ainsi à la réalisation du «miracle économique» allemand. C'était un lien, mais un lien «macabre», comme l'écrivent les auteurs, entre l'ère nazie et la période de stabilité des deux Etats allemands de l'après-guerre.

Non moins déterminante sur le long terme apparaît l'influence du dernier conflit mondial sur les Etats-Unis, même si ce fait a longtemps été sous-estimé par les chercheurs européens en sciences sociales. Pour eux, trop souvent, l'impact de la guerre n'avait été important que pour la seule Europe occupée, tant au niveau des vainqueurs que des perdants. Mais quand on sait que 14 % de la population américaine ont été incorporés dans les forces de combat et que les Etats-Unis ont compté 400.000 tués et 700.000 blessés à la fin de la guerre, on comprendra plus facilement le caractère durable de certaines conséquences du conflit.

Cependant, cette influence culturelle et sociétale s'exerça sur des terrains pour le moins inattendus, comme l'urbanisation, l'habitat et l'architecture. Ce thème a interpellé le *National Building Museum* qui lui a consacré une exposition en 1995. Un catalogue particulièrement bienvenu, réalisé sous la direction de Donald Albrecht fut édité par le prestigieux *Massachusetts Institute of Technology*².

Après que les Etats-Unis aient été plongés dans la tourmente en 1941, la capacité d'hébergement des camps militaires fut quadruplée en un an grâce à la construction de baraques standardisées. Des milliers de nouvelles entreprises furent construites et les capacités de production s'accrurent de 15 % par an entre 1940 et 1944. Le déficit de main-d'oeuvre sur le marché du travail donna aux Noirs ainsi qu'à l'élément féminin la possibilité de se manifester sur un terrain qui leur avait été fermé jusque-là. Cela entraîna un processus culturel majeur.

La hausse salariale et l'élévation du bien-être qui s'ensuivit mirent un terme à la Grande Dépression. Le manque de biens de consommation durant les années de guerre favorisèrent l'épargne et permit le miracle économique de l'après-guerre. Les Américains déménagèrent massivement vers la grande banlieue, recherchant une maison pourvue d'un confort moderne, à proximité d'un centre commercial.

De nouveaux matériaux et de nouvelles techniques de construction, une esthétique

moderne, fonctionnelle et surtout l'extension du préfabriqué pour l'habitat (avatar des baraques militaires) modifièrent profondément le paysage américain. Grâce à l'expansion spectaculaire de l'industrie, la côte ouest des Etats-Unis se métamorphosa et pesa davantage dans la balance, par rapport aux régions de vieille immigration, sur la côte est. Dans la seule ville de Los Angeles, la population s'accrut d'un demi-million d'habitants entre 1940 et 1944.

L'anglais, langue de l'économie, supplanta le français au niveau international. La bombe atomique fit des Etats-Unis une puissance mondiale. Les Américains s'étaient engagés dans la guerre pour le maintien de l'«*American way of life*». Peu après, celle-ci allait entreprendre la conquête du monde.

En ce qui concerne l'édition étrangère, la France se taille toujours en 1995 la plus belle part du gâteau. Les approches culturelles y sont également à la mode. Nous avons sélectionné pour notre part une étude séduisante, située dans la lignée des travaux de Pierre Nora, conduite par Serge Barcellini et Annette Wiewiorka³. Cette étude s'est penchée sur les monuments commémoratifs de la Deuxième Guerre mondiale. Ceux-ci n'avaient jusqu'ici guère éveillé l'intérêt dans la mesure où ils semblaient moins nombreux et moins originaux que ceux de la Grande Guerre. Les auteurs sont allés à la recherche de la fonction symbolique du Souvenir, essayant de déterminer la façon dont

² Donald ALBRECHT (ed.), *World War II and the American Dream*, Washington, MIT, 1995.

³ Serge BARCELLINI & Annette WIEVIORKA, *Passant, souviens-toi ! Les lieux du souvenir de la Seconde Guerre mondiale en France*, Paris, Plon, 1995.

on a voulu le traduire dans le monument et la statue. Parcourant un certain nombre d'événements-clefs (les faits militaires, la Résistance - avec la figure de Jean Moulin -, les étrangers en France, la France Libre et de Gaulle, le Travail Obligatoire et la Déportation), ce travail offre un inventaire des visions changeantes du conflit dans les années d'après-guerre. Il ne fournit cependant pas une analyse en profondeur de ces modes de représentation, de leur signification et des glissements opérés par le temps.

Un aspect remarquable à constater dans la production historique relative à la France est la présence accentuée des chercheurs anglophones. En 1995, 12 des 81 ouvrages retenus pour ce pays figuraient en anglais. Jusqu'ici, aucun de ces titres n'a bénéficié d'une traduction française. Indépendamment de cela, il existe une contribution que nous ne voulons pas passer sous silence. Réalisée par l'historien suisse Philippe Burrin, elle éclaire d'une manière pénétrante les réactions des Français face à l'occupation allemande⁴. Burrin appréhende tous les aspects de la société française, aussi bien la politique que l'opinion publique, les arts plastiques, la littérature, les sciences. On accordera une attention soutenue au chapitre intitulé «*Sprechen Sie deutsch*», très révélateur sur les capacités d'attraction culturelle de l'Allemagne nazie (provisoi-

rement) victorieuse. La partie traitant de l'«Engagement» (des notables pétainistes, des collaborateurs de tout poil, des séparatistes et des milices d'Ordre Nouveau) n'est pas moins passionnante. Burrin ? Un guide sûr pour qui voudrait resituer dans leur juste contexte les récentes «révélations» sur le passé de François Mitterrand.

D'autres titres d'ouvrages étrangers mériteraient encore d'être mentionnés mais ce n'est malheureusement pas possible vu le cadre étroit de cet article. Citons néanmoins l'imposante biographie de Franco, oeuvre de l'historien anglais Paul Preston, qui vient d'être inscrite dans nos collections⁵.

3. Belgique

Bon nombre de publications belges récemment acquises avaient encore trait à l'histoire militaire *stricto sensu*: ultime ressac des productions conjoncturelles inspirées par le cinquantième anniversaire de la Libération ? Las, la cuvée 1995 n'atteint pas le niveau de l'année précédente. C'est en 1994 en effet que parurent les ouvrages de Martin Conway sur Rex, de Bruno De Wever sur le V.N.V., de Jan Velaers et de Herman Van Goethem sur Léopold III⁶. De même, grâce à Etienne Verhoeyen, on disposait fin 1993-début 1994 de la première synthèse sur l'histoire de la Belgique⁷ durant le conflit.

⁴ Philippe BURRIN, *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Paris, Le Seuil, 1995.

⁵ Paul PRESTON, *Franco. A biography*, London, Harper & Collins, 1993.

⁶ Martin CONWAY, *Collaboration in Belgium. Léon Degrelle and the Rexist Movement, 1940-1944*, New Haven, London, 1994. - Bruno DE WEVER, *Greep naar de macht. Vlaams-nationalisme en Nieuwe Orde. Het VNV, 1933-1945*, Tiel/Gent, Lannoo/Perspectief Uitgaven, 1993. - Jan VELAERS & Herman VAN GOETHEM, *Leopold III. De koning, het land, de oorlog*, Tiel, Lannoo, 1994.

⁷ Etienne VERHOEYEN, *La Belgique occupée. De l'an 40 à la Libération*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1994 (Traduction de *België bezet, 1940-1944. Een synthese*, Brussel, BRTN-Uitgaven, 1993).

Cette année, c'est à peine si l'on peut relever les publications de deux docteurs: la biographie d'Emile Vandervelde par Janet Polasky et la recherche sur le mythe d'Albert I^{er} de Laurence Van Ypersele. Enfin est paru le recueil concocté par Luc Huyse et Kris Hoflack, *De Democratie heruitgevonden*, sur l'après-guerre en Belgique⁸. L'ouvrage s'attache essentiellement à poser des questions sur la signification de l'après-1945 dans le cadre d'une vision politicologique à long terme de la société belge et de l'appareil d'Etat belge. A la toute dernière minute, on nous a signalé la parution des textes du Colloque de la VUB sur le Pacte Social (décembre 1994)⁹. Vu les circonstances, nous n'avons pas la possibilité de présenter ici cet ouvrage mais nous tenons d'ores et déjà à relever qu'il constitue une contribution importante à l'histoire sociale de Belgique. Quantitativement, l'histoire culturelle a conservé sa place éminente dans notre historiographie et l'histoire locale demeure un domaine fort fréquenté. A cet égard, signalons trois excellentes monographies: Jean-Marie Triffaux, sur Arlon, Frank Seberechts, sur Wommelgem et Piet De Zaeger sur Lierre¹⁰.

L'étude de Polasky sur Emile Vandervelde, le «patron» du P.O.B., parut en même temps en anglais et en français¹¹. Rien de bien original. On ne fait que retrouver la bonne vieille biographie

classique, unidimensionnelle. Certes, la version anglaise offre sans doute l'une ou l'autre information intéressante pour l'étranger (qui n'a avec l'histoire belge que des rapports assez distants) mais ceux qui se sont quelque peu frottés à l'histoire du mouvement ouvrier n'y apprendront rien de neuf, ni sur l'homme, ni sur le socialisme belge des XIX^e et XX^e siècles. Polasky appréhende cette histoire d'une manière trop détachée de son contexte et elle ne traite la vie personnelle de son modèle que dans la mesure où elle influence «*the European path of social democracy*». Le milieu socio-culturel, fondamental pour comprendre les succès - et les échecs - du mouvement ouvrier belge, demeure pratiquement absent chez l'auteur. L'anticatholicisme du «libéral» Vandervelde (franc-maçon de surcroît), l'indifférence pour les problèmes communautaires du Bruxellois francophone Vandervelde, mais aussi la relation ambiguë que le «petit bourgeois» Vandervelde entretenait avec les masses socialistes «subversives» sont à peine abordés. Les travaux de Gita Deneckere sur l'évolution de la contestation populaire en Belgique et ceux de Guy Vanschoenbeek sur les fondements socio-culturels du socialisme gantois demeurent sans conteste plus éclairants que l'oeuvre de Polasky.

Le livre de Laurence Van Ypersele sur le «mythe» du roi Albert est assurément

⁸ Luc HUYSE & Kris HOFACK, *De democratie heruitgevonden. Oud en nieuw in politiek België, 1944-1950*, Leuven, Van Halewyck, 1995.

⁹ Dirk LUYTEN & Guy VANTHEMSCHE (red.), *Het Sociaal Pact van 1944. Oorsprong, betekenis en gevolgen*, Brussel, VUBPress, 1995.

¹⁰ Jean-Marie TRIFFAUX, *Arlon 1939-1945. De la mobilisation à la répression*, s.l., J.M. Triffaux, 1994. - Piet DE ZAEGER, *Lier, bezet en bevrijd. Een Vlaamse stad tijdens de Tweede Wereldoorlog*, Leuven, Acco, 1995. - Frank SEBERECHTS, *'Rust en orde heerscht in de gemeente'. Wommelgem tijdens de Tweede Wereldoorlog (1938-1946)*, Wommelgem, Jaarboek De Krijter, 1994.

¹¹ Janet POLASKY, *Emile Vandervelde, le patron*, Bruxelles, Labor, 1995 et *The Democratic Socialism of Emile Vandervelde. Between Reform and Revolution*, Oxford, Berg, 1995.

d'une autre tenue, tant pour la richesse des sources que pour la méthode d'approche utilisée¹². Entre autres bases d'inspiration, l'auteur a utilisé les études de Jodelet (*Les représentations sociales*, 1991) et de Moscovici (*Des représentations collectives aux représentations sociales*, 1991). Elle a également recouru à la sémiologie et à la politologie pour dégager la signification de ce mythe. La construction de ce dernier a résulté pour une bonne part du rôle joué par les médias, lesquels ont cherché à forger une image positive du monarque après les «frasques» de son prédécesseur. Ils ont été servis par les circonstances (qualités personnelles d'Albert I^{er}, victoire de 1918...) et l'affermissement de cette image servit de pôle stabilisateur à la société belge. Après la lecture de cet ouvrage, on ne peut que souhaiter voir Laurence Van Ypersele aborder avec la même finesse d'analyse et la même objectivité l'aspect socio-psychologique du «mythe» de Léopold III.

Pour terminer, un ouvrage «hors-catégorie»: Eric Hobsbawm et son *Siècle*

*des Extrêmes. Le vingtième siècle. 1914-1991*¹³. Le Nestor des historiens britanniques a voulu écrire ce livre parce que, à son sens, l'implosion de l'Union Soviétique vient de clore une phase essentielle de l'histoire commencée en 1914. Dans un texte magistral à maints égards, toujours inspiré, Hobsbawm, qui aime se présenter comme un spécialiste du XIX^e siècle, donne un aperçu total des faits politiques sociaux et économiques de ce siècle. Celui qui veut comprendre son époque ne peut pas négliger cet ouvrage.

Et, comme le dit Hobsbawm, l'historien est loin d'en avoir fini avec sa tâche quotidienne car: «La plupart des jeunes qui grandissent en cette fin de siècle connaissent un présent incertain et n'ont plus de relation organique avec les périodes qui précèdent. Par conséquent, les historiens - qui ont mission de garder le souvenir de ce que les autres oublient - ont une fonction plus importante que jamais en cette fin de siècle».

Alain Colignon - Rudi Van Doorslaer

¹² Laurence VAN YPERSELE, *Le roi Albert. Histoire d'un mythe*, Ottignies, Quorum, 1995.

¹³ Eric HOBBSAWM, *Een eeuw van uitersten. De twintigste eeuw, 1914-1991*, Utrecht, Het Spectrum, 1995. Titre original: *Age of extremes. The short twentieth century, 1914-1991*, London, Michael Joseph, 1994.

Un séminaire

Vendredi 12 janvier 1996 à 14h30:

Evelyn Barish (*The Graduate School & Univ. Center of the City University of New York*), Paul de Man and «*Les Cahiers Européens*». Le séminaire se déroule au Résidence Palace (Salle Willems - fléchage à l'entrée), 155 rue de la Loi, à 1040 Bruxelles. (Métro: Schuman - sortie «Résidence»).

Classification par rubrique des 539 acquisitions en 1995

Sujet	Nombre	Sujet	Nombre
Ouvrages généraux	123	Guerre civile espagnole	1
Judéocide	18	Communisme	1
Culture et idéologie	17	Occupation	1
Polémologie	9	Racisme	1
Judaïca	8	Mémoires	1
Nationalisme	8	Histoire des femmes	1
Camps	7	France	81
Mouvement ouvrier	5	Culture	18
Europe: politique	4	Résistance	11
Instruments de travail	4	Vichy/occupation/camps	10
Guerre: politique	3	Migration	8
Eglise et religion	3	Politique	8
Guerre froide	3	Judéocide/tziganes/déportation	5
Philosophie et psychologie	3	Communisme/trotskisme	5
Historiographie	3	Libération	4
Tziganes	2	Algérie/décolonisation	3
Postcommunisme	2	Négationisme	3
Communisme	2	Biographie	2
Migration	2	Mouvement ouvrier	1
Guerre: résistance	2	Histoire des femmes	1
Europe: histoire sociale	2	Nationalisme	1
Europe: entre-deux-guerres	2	Judaïca	1
Europe: libération	2	Allemagne	53
Génocides	2	Troisième Reich-nazisme(N)/culture	13
Guerre de Corée	1	Economie/reconstruction	5
Racisme	1	Politique	5
Fascisme	1	N/résistance	4
Négationisme	1	N/sciences/économie	4
Antisémitisme	1	N/société	4
Guerre: femmes	1	Eglises	3
Droit	1	N/histoire sociale	3
Economie	1	N/politique	3
Europe: événements militaires	1	N/homosexuels	2
Belgique	107	N/Hitler	2
Événements militaires	18	Culture-généralités	2
Histoire locale	13	Armée	1
Histoire de la culture	13	Historiographie	1
Politique	7	Judaïca	1
Résistance	7	Pays-Bas	31
Histoire sociale	7	Libération	5
Libération	6	Collaboration	4
Collaboration/épuration	6	Culture	4
Fiction (romans, théâtre...)	6	Judéocide/camps	4
Judéocide/déportation	5	Economie	3
Nationalisme (mouvement flamand inclus)	4	Résistance	2
Extrême-droite	3	Communisme	2
Judaïca	2	Indes orientales/Indonésie	2
Mouvement ouvrier	2	Eglises et catholicité	2
Politique étrangère	2	Occupation et administration	2

Sujet	Nombre	Sujet	Nombre
Histoire des femmes	1	Guerre	2
Judaïca	1	Camps	1
URSS et Etats satellites	25	Pologne	4
Politique (biographies incluses)	5	Judéocide	2
Généralités	4	Occupation	1
Culture	3	Judaïca	1
Camp	s 2	Chine	3
Antisémitisme	2	Politique	2
Nationalisme et ethnicité	2	Occupation japonaise	1
Migrations	2	Japon	3
Services de renseignement	1	Politique	2
Guerre froide	1	Hiroshima	1
Histoire sociale	1	Palestine - Israël	3
Economie	1	Tchécoslovaquie (v. aussi Slovaquie)	3
Postcommunisme	1	Mouvement ouvrier	2
Grande-Bretagne	21	Politique	1
Politique	4	Albanie	2
Services de renseignement	3	Politique	1
Histoire sociale/économie	3	Résistance	1
Guerre (îles anglo-normandes)	3	Bosnie	2
Mouvement ouvrier	2	Politique	1
Militaria	2	Ethnicité	1
Culture	2	Hongrie	2
Judéocide	2	Horthy	1
Etats-Unis	21	Politique	1
Culture	5	Irlande	2
Histoire sociale	5	De Valera	1
Europe	3	Nationalisme	1
Migration/ethnicité	2	Turquie	2
Stratégie nucléaire	2	Politique	1
Vietnam	2	Kemal Atatürk	1
<i>New Deal</i>	1	Suisse	2
Communisme	1	Communisme	1
Italie	10	Migration	1
20e siècle: généralités	2	Afrique du Sud: Extrême-droite	1
Mouvement ouvrier/communisme	2	Amérique latine: Politique	1
Politique	2	Arabie saoudite: Entre-deux-guerres	1
Fascisme	1	Argentine: Politique	1
Culture	1	Arménie: Génocide	1
Histoire sociale	1	Autriche: Exil	1
Histoire des femmes	1	Balkan: Politique	1
Espagne	8	Brésil: Judaïca	1
Guerre civile	6	Congo belge: Economie	1
Franco	1	Croatie: Culture	1
Histoire des femmes	1	Cuba: Castro	1
Inde et Pakistan	7	Grèce: Guerre civile	1
Politique	4	Libye: Politique	1
Ghandi	1	Portugal: Politique	1
Guerre froide	1	Roumanie: Judéocide	1
Nationalisme	1	Slovaquie: Politique	1
Sud-est asiatique	6	Taiwan: Politique	1
Politique	3	Vietnam: Giap	1

Photothèque

Nouvelle acquisition: L'exposition «Herbes amères»

Comme tant d'autres organisations, l'UPJB (Union des Progressistes Juifs de Belgique) voulait commémorer le cinquantième anniversaire de la victoire sur le nazisme par une exposition. Dès le départ, cette association envisageait cependant une exposition sortant de l'ordinaire, s'écartant volontairement des sentiers battus et où l'accent serait mis sur le document personnel, original (livres, photos, journaux intimes). L'appel lancé dans ce sens par l'UPJB procura contre toute attente une abondance de matériaux. Ainsi par exemple des milliers de documents furent collectés uniquement à titre de photos. Ces photographies et une multitude d'autres pièces d'origine familiale procurèrent suffisamment de matière pour que pas moins de 77 panneaux, comprenant chaque fois le nom de la famille ou de la personne concernée, puissent être remplis. Cette exposition quasi intimiste, qui reçut le nom d'«Herbes amères», fut ouverte le 6 mai 1995 et connut un tel succès qu'elle fut prolongée. Contrairement à ce que l'on aurait pu craindre d'un tel rassemblement hétéroclite de pièces héritées du passé familial, cette exposition ne tomba pas dans le particularisme. Elle offrit au contraire une occasion unique de dialogue entre jeunes et moins jeunes générations, qui y retrouvèrent non seulement les grandes lignes de l'histoire récente juive de la déportation, de l'extermination et de la résistance, mais aussi de l'Histoire «tout court».

Le Centre a conclu un accord avec les organisateurs pour conserver cette somme unique de documents rares. L'ensemble des 77 panneaux ont été photographiés avant d'être considérés un à un afin que chaque pièce qui s'y trouvait puisse être reproduite, cette fois de manière séparée. Toute l'exposition est de cette manière conservée dans sa forme originale dans la photothèque du Centre où elle peut être consultée par le public.

Expositions

Dans le prolongement de la commémoration du cinquantième anniversaire de la Libération en 1994, de nombreuses communes et institutions prirent l'initiative en 1995 de rappeler par une exposition la fin de la guerre et la libération des camps. Le Centre mit à disposition son matériel documentaire pour des expositions à Aarschot (5 mai), Asse (3-10 mai), Florennes (9-13 avril), Gand (1er mars-3 septembre), Malines (21 avril-8 mai), Mol (mai), Olen (juillet), Renaix (8 mai), Schoten (mai) et Wavre (28 avril-16 mai).

L'exposition réussie «*Schoollopen in Oorlogstijd*» («*Aller à l'école en temps de guerre*»), qui avait été réalisée en 1988 en collaboration avec la KUB, fut de nouveau utilisée par la commune de Brakel à l'occasion de la journée du patrimoine, le 10 septembre. Enfin, le Centre prêta son concours actif à la grande exposition de l'UNESCO qui se tint à Paris du 18 au 31 octobre 1995 sur le thème du patrimoine culturel détruit et reconstruit

Frans Selleslagh

«Mémoire et Seconde Guerre mondiale dans une perspective comparative internationale»

Colloque organisé par le RIOD (26-28 avril 1995)

Profitant du cinquantième anniversaire de la fin de la guerre en Europe, notre institution-soeur a organisé à la fin du mois d'avril dernier à Amsterdam un colloque de trois jours ayant trait à la mémoire collective et à la représentation mentale du conflit.

On profita de la circonstance pour fêter officiellement les cinquante ans du RIOD au Binnenhof de La Haye, en présence du premier ministre Kok. Nous ne mentionnons ici que les lignes de force des contributions aussi variées qu'intéressantes et des débats stimulants qui se déroulèrent au cours de ces six sessions.

Le but essentiel du colloque était d'examiner de manière comparative la construction de la mémoire collective et de la représentation du passé depuis 1945 en Europe, aux USA ainsi qu'en Asie. On aborda la question de la mémoire collective («*public memory*») constatant que bon nombre de caractéristiques identiques existent dans l'ère post-nationale de la mémoire («*postnational era of memory*»). Un autre point de la comparaison concernait spécifiquement le facteur sexes dans la construction et la mémorisation du passé.

Le troisième thème étudié dans la perspective comparative concernait le souvenir de l'holocauste.

Le professeur Kossmann prit la parole au cours de la première session «*Theses, Debates and Perspectives*» afin de traiter du cadre général de la mémorisation du second conflit mondial. Il déclara qu'il existe une césure fondamentale entre la mémoire, telle qu'elle existait à la fin du XIX^e et au commencement du XX^e siècle et celle qui prit la relève après 1945. La première était orientée en fonction du présent; elle interprétait et célébrait le passé pour lui donner une forme en vue de l'avenir et pour l'inscrire ainsi dans la continuité de l'histoire nationale.

Tout au contraire, la mémoire de la Seconde Guerre mondiale est essentiellement une mémoire négative: la douleur et la faute sont dominantes et ont valeur d'avertissement. La guerre est évacuée de la tradition; elle n'intervient plus qu'à la façon d'un élément discontinu dans la mémoire.

Kossmann n'exclut pas le fait que dans l'avenir une réinterprétation puisse intervenir dans le sens d'une réinsertion dans la continuité historique. La Seconde Guerre sera alors peut-être perçue comme le point de départ d'un processus d'émancipation et de croissance économique.

Ensuite intervint un ensemble de chercheurs comprenant Wolfgang Benz, Robert Frank, Luisa Passerini, John Gillis et

Antoon Van den Braembussche. Ils don-
nèrent leur vision des choses.

Van den Braembussche introduisit la
notion de rapport de la mémoire avec la
conscience historique. Les deux éléments
sont déterminés socialement mais le
caractère idéologique de la mémoire - qui
veut garantir la continuité - peut intro-
duire des tabous et des refoulements dans
le traitement d'une partie du passé. C'est
précisément là que l'histoire doit jouer
son rôle de médiateur par le biais de la
conscience historique.

Passerini souligna le fait que le souvenir
peut jouer un rôle critique par rapport à
l'histoire officielle telle qu'elle fut conçue
dans les pays de l'est. Pour R. Frank, le
travail historique *stricto sensu* est plus
critique que le souvenir, en général. Au
contraire de ce qui s'est passé après la
Première Guerre mondiale, la «mémoire
nationale» se trouve à présent éparpillée.

Benz a, pour sa part, abordé l'aspect du
sentiment de culpabilité et de sa ritualisa-
tion dans la mémoire collective. Gillis,
quant à lui, a plaidé dans cette optique
pour une ethnographie de la mémoire qui
devait s'attacher prioritairement à étudier
la culture populaire, où l'on trouve par
ailleurs davantage de «*multiple remem-
bering*» que dans le «*memory*».

En ce qui concerne ces souvenirs diver-
gents, Passerini souligna l'importance des
sexes et des générations pendant que
Frank s'attachait aux différents stades
d'élaboration du souvenir. Gillis souligna
encore l'actuelle prolifération de «*remem-
brance*» qu'il décrivait comme «*need for
myth*» dans notre monde dépourvu de
points de repère.

La séance d'ouverture particulièrement
intéressante démontra la variété des
significations des concepts comme
«*remembrance*», «*myth*», «*commemo-
ration*», «*historical consciousness*».
Ainsi la discussion théorique n'est pas
close.

Les sessions suivantes, entre autres celles
qui concernaient la «Mémoire et l'Holo-
causte» ont donné lieu à des discussions
animées mais elles ne pouvaient répon-
dre toutes complètement aux attentes
(«*Gender and the memory of the Second
World War*»). Est-il besoin de préciser
qu'elles atteignirent cependant un haut
niveau.

Répetons-le: dans un aussi bref aperçu,
nous devons nous limiter à des généra-
lités. Les personnes intéressées pourront
prendre connaissance des Actes du pré-
sent colloque qui a attiré beaucoup de
monde. En plus des sessions mention-
nées ici, elles trouveront encore les sujets:
«*National and Post-National Memory
and WW II: Western and Eastern
Europe*»; «*Memory in the Pacific and
WW II*» et «*National and Post-National
Memory and WW II during and after
decolonization: Indonesia and the
Netherlands*».

Chose intéressante à constater: dans la
capitale des Pays-Bas et avec un public
très majoritairement néerlandophone, on
n'a pas prononcé un mot de néerlandais
dans la «*Conference Memory and the
Second World War*».

Fors l'anglais, point de salut... scientifi-
que ?

Dirk Martin

Le Salon mondial de l'histoire

A Montréal s'est tenu le XVIIIe Congrès international des Sciences historiques (27 août-3 septembre 1995)

A l'heure du télécopieur, du courrier électronique, des vidéo-conférences, et surtout des ateliers et séminaires spécialisés, quel sens peut-il encore y avoir à concentrer quelques milliers d'historiens en une grande foire pour laquelle le continent nord-américain a réinterprété à juste titre le mot «Convention». Bien sûr, ni majorettes, ni fanfares et des réceptions très frugales: le monde scientifique a sa morale et ses conventions. Les historiens en particulier ne nourrissent aucune industrie porteuse. Il n'empêche que le genre relève également du marché: certaines «grandes puissances», revues et universités américaines notamment, viennent y «acheter» les produits les plus en vogue. A cette offre répondent beaucoup de demandeurs qui viennent faire provision d'adresses et si possible mériter les lieux où les tournées futures les verront briller. Depuis Lodge, tout cela est devenu littéraire.

A Montréal, le terreau était particulièrement riche: venus de 79 pays, deux mille trois cents historiens ont nourri près d'une centaine de séances de travail. A raison d'au moins un Président de séance, de deux, voire de trois ou quatre rapporteurs, de la constitution d'une vingtaine de Comités internationaux spécialisés, quelques centaines de chercheurs ont pu ainsi, à des degrés divers, s'exposer aux yeux de leurs collègues et pour certains, sortir de l'anonymat. Pour tous ceux-là, le Congrès international aura rempli pleinement son office et, mieux que l'effet immédiat, il s'agira de faire fructifier la

notoriété ainsi acquise au feu des C.V. savamment distillés.

On se posera néanmoins la question de savoir si ce type de conventions et les frais qu'elles supposent pour les participants, ne sélectionnent pas d'office les gens en place, capables de décrocher les financements institutionnels. Gageons cependant que toutes les avancées techniques ne supprimeront pas avant longtemps ce véritable pilier de la sociabilité académique, tout en déplaçant de plus en plus les véritables confrontations vers des cercles plus restreints. Et ce d'autant que bien des «stars» du métier, n'ayant plus rien à gagner, dédaignent s'y produire. Les Canadiens tablaient sur trois mille participants, le déficit fut donc relativement important.

Mais force est de reconnaître que les organisateurs de ce XVIIIe Congrès ont cherché à bousculer les routines tant sur le fond que dans les formes. En ouverture, l'idée de présenter en vidéo des personnalités exprimant leur vision de l'histoire et des historiens et de les soumettre à la critique était bonne. Elle n'a pas évité quelques banalités proférées par d'augustes bouches, mais a témoigné de l'héroïsation de l'histoire par des peuples qui ont lutté pour redevenir maîtres de la leur (B. Geremek). De même, l'impulsion a été donnée, et souvent observée, de faire appel à des forces nouvelles pour organiser, présider ou rapporter lors des séances. La participation belge, relativement importante, comportait ainsi, aux côtés des

Professeurs Kurgan, Prevenier, Stengers et Verhulst, des jeunes qui comptent déjà et compteront plus encore à l'avenir dans la profession ¹.

Autre direction indiquée par les organisateurs, mais pas toujours suivie: la volonté de supprimer les litanies successives étouffant tout débat. Sans doute est-ce là que les générations semblent le mieux se marquer: la pratique de la synthèse, l'échange direct sont plus familiers aux forces montantes. L'on pouvait espérer que l'effondrement des «régimes socialistes» allait nous dispenser des discours idéologiques, carrés et sans intérêt dont usaient jadis la plupart des «délégués» ² de l'Est, et contribuer ainsi à la fluidité des débats. Las, si le mouvement est nettement perceptible et le renouvellement indubitable, nombreux sont cependant en place les nouveaux anciens, ou anciens nouveaux dont le langage n'a guère varié, à quelques inversions près.

Dernière remarque formelle qui débouche sur le fond: l'ironie a voulu que ce soit au Québec que la parité entre les langues française et anglaise, scrupuleusement respectée par les organisateurs, cède inexorablement devant l'anglicisation du débat international. L'évolution paraît d'autant plus incontournable que les chercheurs français interviennent désormais fréquemment en anglais. Il ne faut pas se cacher que l'hégémonie de l'anglais passe de la langue aux concepts et qu'insensiblement, la recherche anglo-saxonne impose sans efforts que tout débat se déroule sur son terrain. La démonstration en fut éclatante dans les discussions que

suscitèrent les «gender studies», l'un des sujets majeurs du Congrès et des plus disputés. Le retard pris en Europe dans cette approche, non pas de l'histoire des femmes, mais de l'insertion de la dimension sexuée dans l'histoire, a laissé le champ libre à l'historiographie américaine essentiellement axée sur les minorités de tous genres, en proie à toutes les modes, - «déconstruction», «post-modernisme» - et intensément militante. De France, mais aussi de Belgique, s'élèvent heureusement des contre-feux: *Sextant* à Bruxelles et *Clio* bientôt à Toulouse, sont deux revues qui occupent ce terrain. Il n'est pas inutile de souligner que les guerres - territoire traditionnellement masculin - tiennent une large place dans leurs préoccupations ³.

Autre sujet majeur que l'actualité chargeait d'une acuité brûlante: nations-peuples-Etats. Il a bien fallu convenir à la révision nécessaire de toutes les analyses, les certitudes et les définitions passées. La convergence de ces constats n'a pas conduit à de nouvelles certitudes. Mais l'ampleur des révisions nécessaires ne serait sans doute pas apparu de manière aussi éclatante dans un forum plus restreint.

Au détour des séances, on a pu voir confirmée la relégitimation de l'objet politique, mais aussi le décalage certain entre la vague européenne du «culturel» et le retrait manifeste opéré outre-Atlantique. Autre notation brève: si les Chinois présents se sont surtout déployés dans un vain *lobbying* en faveur du choix de Pékin pour l'an 2000, la participation

¹ Je ne les citerai pas de crainte d'en ignorer, de bonne foi, certains.

² J'emploie à dessein ce vocable qui couvrit pendant des décennies tous les déplacements des scientifiques de l'Est.

³ Françoise Thebaud, directrice de *Clio*, a présenté à Montréal un bilan historiographique sur les femmes et la deuxième guerre mondiale et consacre un numéro de sa revue aux femmes dans la résistance. Le dernier numéro de *Sextant* fait une large place à la première guerre mondiale.

japonaise aux sessions d'histoire contemporaine ouvre des perspectives de coopération particulièrement féconde dans de multiples domaines.

Enfin, dans cet environnement nord-américain, sont apparus combien plus clairement encore les liens, la transition qu'assurent les historiens canadiens et québécois entre Europe et USA. La richesse et la diversité de leurs revues d'histoire contemporaine notamment, qui font une large place aux productions européennes (y compris les publications en français) devraient nous rendre plus attentifs à les suivre.

S'il est un secteur où la volonté de modernisation des thèmes et des modes de débats s'est exprimée avec force, c'est bien celui du *Comité international d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*. Le tandem Henri Rousso-Peter Romein, qui a réalisé le tour de force d'éditer les contributions sous forme d'un ouvrage de 392 pages plusieurs mois avant la rencontre⁴, a dû cependant marier encore traditions académique et diplomatique (l'héritage est lourd), et volonté de confrontation intellectuelle effective.

Le thème «Fin de la guerre et conséquences immédiates» constituait comme on pouvait s'y attendre, une concession à la tradition, amplifiée par la forme classique des interventions d'auteurs pourtant publiés, qui ne laissèrent que peu de place au débat.

Confié par Henri Rousso au Professeur Blom d'Amsterdam, le rapport «La mémoire, l'héritage et les séquelles» s'est

articulé en 12 questions qui ouvrirent une discussion effective. Au centre de bien des interrogations brandies par les historiens de l'Est: l'abandon de leur Europe aux appétits de Staline était-il inévitable ?

Une interrogation comparative sur le statut du collaborateur après guerre en Belgique, en France et aux Pays-Bas et une réflexion sur la nature respective des jugements de Nuremberg et de Tokyo nous ont ramenés à des préoccupations étrangement nationales dont notamment celle, éternelle, d'une justice des vainqueurs.

Quelques éléments très neufs quant aux faits rapportés sont venus pimenter les séances: trois exposés très précis sur les prisonniers de guerre étrangers dans l'économie soviétique et une intervention remarquée sur le rôle personnel joué par l'Empereur japonais dans la conduite de la guerre.

Je ne puis cependant terminer ce très bref compte rendu sans faire part de l'étranger impression d'avoir assisté, lors de l'Assemblée du Comité international, à l'une de ces cérémonies dont le scénario semble relever du non-dit. Serait-ce que l'histoire de la Seconde Guerre, qu'évoquèrent bien des séances autres que celle-ci, se pratique dans ce cénacle entre «*gentlemen*» ou «*ladies*» liés de longue date, de part et d'autre d'ailleurs de ce qui fut le rideau de fer ? Doit-on dès lors parler de «pesanteurs du passé», aussi bien dans le fond que dans la forme, qui se régleront naturellement... En tout état de cause, nous applaudissons aux efforts de Henri Rousso, Secrétaire Général reconduit, et appuierons les initiatives qu'il déploie pour l'*aggiornamento* du réseau «*WWII*»...

José Gotovitch

⁴ 1945: *Consequences and sequels of the Second World War*, Bulletin du Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, Paris, IHTP, n° 27/28. (Il peut être commandé à l'IHTP, 44 rue de l'Amiral Mouchez, F - 75014 Paris.)

Hiroshima 50 ans après...

La commémoration du 50e anniversaire du largage de la bombe atomique sur les villes d'Hiroshima et de Nagasaki ont souligné la position précaire de l'histoire lorsqu'il s'agit d'interpréter le passé¹. Aux Etats-Unis, la controverse prit une dimension tout à fait inattendue suite aux débats déclenchés par le projet, finalement avorté, d'une exposition historique organisée sous les auspices de la Smithsonian Institution à Washington (voir interview ci-dessous). Au Japon, les commémorations d'Hiroshima et de la défaite furent l'occasion pour les autorités de reconnaître la responsabilité de leur pays dans la guerre malgré une censure pratiquée à l'encontre de l'histoire scolaire. En Belgique, cette célébration fut le prétexte de la tenue à l'Université de Mons, les 15 et 16 septembre derniers, d'un colloque international intitulé «Hiroshima sans Amour» organisé sous la présidence conjointe de Pierre Piérart (Université de Mons) et d'Anne Morelli (ULB).

Colloque «Hiroshima sans Amour» (Mons, 15-16 septembre 1995)

Les deux journées du colloque comprenaient une série de communications à caractère historique. Celles-ci ont mis en évidence des pistes nouvelles de recherche et d'analyse. La communication du Dr Lanouette a rappelé que la décision du Président Truman ne peut s'expliquer qu'en prenant en compte un certain nombre de paramètres (voir interview ci-dessous). Mme Lubelski-Bernard (Chef de travaux à l'Institut de Sociologie de l'ULB) a tracé dans son exposé les lignes de force du mouvement anti-nucléaire en Belgique depuis 1945. Après la guerre, celui-ci prend forme avec la constitution de l'Union Belge pour la Défense de la Paix (UDBP) à dominante communiste. Depuis le début des années cinquante, la détention de l'arme atomique par les Soviétiques modifie la structure du mouvement anti-atomique belge qui adopte une volonté de lutte pluraliste, cherchant la collaboration de l'ensemble des forces politiques et sociales. La com-

munication présentée par le Professeur Laptos (Ecole Normale Supérieure de Cracovie) avait comme objet la vision d'Hiroshima dans les pays de l'Est et plus particulièrement en Pologne. L'exposé s'est concentré sur l'analyse de deux vecteurs importants de la propagande qui sont la presse et la littérature scolaire. Le Professeur Laptos a épinglé les nombreuses contradictions et même les confusions d'ordre chronologique qu'on peut y trouver. Ainsi, la presse soviétique insiste sur le rôle essentiel joué par l'entrée de l'Armée rouge dans la guerre du Pacifique comme l'élément déterminant de la défaite japonaise (alors que l'Armée rouge n'est entrée en Mandchourie qu'à partir du 9 août, peu avant minuit). L'accent est également mis sur la politique agressive des Etats-Unis à l'encontre de l'URSS. Le Professeur Laptos a, enfin, souligné l'importance de la question allemande utilisée comme épouvantail vis-à-vis de l'opinion publique polonaise. Dans les manuels

¹ G. ALPEROVITZ, «Hiroshima: Historian Reassess», *Foreign Policy*, Summer 1995, p. 21-34.

scolaires, les événements d'Hiroshima occupèrent une place bien discrète. La volonté des auteurs était, à cet égard, de dissocier la fin de la guerre, mise au profit de l'Union soviétique, et la bombe atomique, reléguée à un niveau événementiel dans la guerre opposant les Etats-Unis et le Japon.

L'exposé du Professeur Lacroix-Riz (Université de Toulouse) intitulé «*La France face à l'hégémonie américaine (1945-1950)*», a évoqué les tiraillements dans les relations américano-françaises au sujet du nucléaire. Dans ce domaine, elle a rappelé l'importance occupée par l'affaire Joliot-Curie.

Le Professeur Mark Van den Wijngaert (*KUB*) a abordé les différents éléments que l'on peut trouver dans la perception américaine de la soi-disant avance technologique soviétique en matière de missile nucléaire dans la seconde moitié des années cinquante. Cette communication a révélé les mécanismes et les pressions qui ont amené l'opinion publique américaine à surestimer l'avance, notamment dans le domaine spatial, de l'Union soviétique sur les Etats-Unis. Un thème d'autant plus populaire qu'il occupa une place centrale dans la stratégie électorale de John F. Kennedy.

Les deux derniers exposés étaient consacrés à la Belgique. Le premier de Lionel Changeur, encore étudiant à l'ULB (section journalisme), a brossé un tableau assez complet des réactions dans la presse suite à Hiroshima. Il a mis en évidence la

convergence de vues au sein des différents organes de presse francophones. Selon l'intervenant, cette convergence vient surtout de la difficulté pour les journalistes, en 1945, de recueillir des informations en dehors de circuits traditionnels contrôlés par la censure militaire américaine.

L'exposé de Laurence Mettwie (Licenciée en philologie germanique de l'ULB) était consacré à l'évocation d'Hiroshima dans la littérature flamande. Cette communication a montré la présence de ce thème dans les différentes formes d'expression artistique (littérature, poésie, théâtre et cinéma) en Flandre. Il est en outre frappant de constater qu'Hiroshima est évoqué tant dans l'oeuvre de grands auteurs (Hugo Claus par exemple) que dans celle d'écrivains moins connus ou dans des revues littéraires à public plus restreint (la revue *Kruispunt* par exemple). Comme Laurence Mettwie l'a indiqué, la présence de cette thématique précède et accompagne les fluctuations du mouvement anti-nucléaire en Région flamande.

En conclusion du Colloque, une confrontation fort intéressante entre P. Lorsignol, A. Wanjberg et le public a permis, suite à la projection de leur film consacré à l'apport de l'uranium belge dans la confection de la bombe dans la série «*Jours de Guerre*», de souligner à la fois les mérites et les limites dans le traitement par la télévision d'informations historiques.

Jean-François Crombois

Hiroshima aux Etats-Unis: célébration ou commémoration ?

Débats autour du projet de l'exposition «Enola Gay».

Entretien avec William Lanouette, chercheur et expert américain sur les questions relatives à l'énergie atomique.

Aux Etats-Unis les problèmes liés au projet de l'exposition historique «Enola Gay» sur Hiroshima, sous l'égide de la *Smithsonian Institution* de Washington ont pris, au mois de février passé, une dimension tout à fait inattendue¹. Celle-ci a eu comme origine les protestations des associations d'anciens combattants relayés au Congrès par la nouvelle majorité conservatrice à l'encontre du scénario de base de l'exposition. Les auteurs, parmi lesquels on trouve des historiens et de nombreux experts, s'étaient contentés de mettre en évidence les différents paramètres qui sont entrés dans la décision du Président Truman et qui permettent de l'expliquer. Les détracteurs de l'exposition prirent alors peur que le débat amorcé ne remette en question le bien-fondé de la justification morale d'Hiroshima et de Nagasaki. Comme le souligne le *New York Review of Books*, les «anciens combattants américains et leurs partisans

étaient moins intéressés par l'approche historique que par la garantie de la célébration d'une décision dont ils tenaient à démontrer le caractère indiscutablement juste et fondé...»².

Nous avons profité de la venue du Dr Lanouette³, politologue américain, journaliste, et actuellement expert pour les questions d'énergie atomique auprès du Congrès des Etats-Unis pour recueillir ses commentaires sur l'affaire de l'exposition «Enola Gay». Le Dr Lanouette a également consacré une biographie au savant d'origine hongroise Léo Szilard (1898-1964)⁴. Celui-ci, ami et collaborateur d'Einstein depuis leur rencontre à Berlin, a tout comme son mentor, fui le régime nazi en 1933. Passant ensuite quelques années en Angleterre, Szilard rejoindra Einstein aux Etats-Unis. Là, il joua un rôle de toute première importance tant dans la genèse que dans la réalisation du

¹ Ian DURUMA, «The War over the Bomb», *The New York Review of Books*, September 21, 1995, p. 26-35.

² *Idem*, p. 29.

³ William Lanouette a publié: «Why We Dropped The Bomb», *Civilization. The Magazine of the Library of Congress*, Jan.-Feb. 1995, p. 28-43 (disponible à la bibliothèque du Centre).

⁴ W. LANOUILLE, *Genius in Shadows: A Biography of Leo Szilard, The Man Behind the Bomb*, University of Chicago Press, 1992 (bientôt disponible à la bibliothèque du Centre).

«Projet Manhattan». Ce la ne l'empêcha pourtant pas de s'engager à la tête de la contestation scientifique menée contre l'utilisation de la bombe.

Pouvez-vous nous expliquer brièvement les tenants de la controverse suscitée aux Etats-Unis par le projet de l'exposition «Enola Gay»? Quels enseignements peut-on en tirer ?

Cette controverse a mis en évidence la distance que l'on peut trouver entre les connaissances circulant au sein des milieux académiques et celles à disposition du grand public. Depuis la fin de la guerre, les historiens ont pu, à partir d'archives et d'interviews, souligner les différents éléments qui ont conduit à l'utilisation de la bombe. Parmi ceux-ci, par exemple, on peut mentionner la parution, en 1965, du livre de l'historien Gar Alperovitz (*Atomic Diplomacy. Potsdam and Hiroshima*, 1965 nldr) qui a démontré l'importance jouée par l'Union soviétique dans la décision de Truman. Le public américain, pour sa part, s'est contenté des justifications du Président, à savoir que la bombe avait permis de sauver la vie de nombreux soldats en précipitant la fin des hostilités. Le problème vient du fait que les éléments apportés par la recherche historique n'ont jamais transpercé dans le public. Les historiens ont voulu profiter de l'exposition pour le faire. En ce faisant, ils ont contribué à remettre en question une vision très confortable et rassurante de la puissance américaine ancrée au sein de l'opinion publique. Puis le débat se transforma en une véritable bataille opposant d'une part les anciens combattants et les historiens et, d'autre part, les autorités du Musée de l'Air et certains membres du Congrès.

Dans ce contexte, la presse comme toujours, s'est plus intéressée à ces batailles qu'aux arguments historiques en tant que tels. Mais le problème tient aussi à l'attitude des historiens. Durant de nombreuses années, ils ont travaillé pour la plupart sur des archives secrètes en voulant chaque fois être les premiers sur les documents disponibles. Ils ont ainsi été tentés de garder leurs informations pour leur propre usage. La presse a été tenue à l'écart des recherches. Dès lors, quand les historiens ont voulu faire partager, par le biais de l'exposition, le résultat de leurs travaux, l'opinion publique n'avait pas été préparée à recevoir ces nouvelles informations. Une plus grande collaboration avec la presse aurait permis d'amortir le choc provoqué par le projet de l'exposition dans une question qui, encore aujourd'hui demeure fort sensible et non sans charge émotive. Les deux, bien sûr, travaillent de manière différente mais ils ont certainement à gagner dans une collaboration plus étroite. C'est là une leçon à retenir.

Szilard a été l'inspirateur de la fameuse lettre d'Einstein d'octobre 1939 adressée au Président Roosevelt. Pouvez-vous la replacer dans son contexte et souligner ses conséquences ?

La lettre d'Einstein joue un rôle crucial dans l'histoire du «Projet Manhattan». Szilard et Einstein se connaissaient très bien. Ils avaient tous deux étudié à Berlin. Ils ont ensuite travaillé ensemble avant de quitter l'Allemagne dès 1933. C'est aussi, il ne faut pas l'oublier, Einstein qui a fait en sorte que Szilard obtienne une situation aux Etats-Unis. Dès lors pour ce dernier, le concours d'Einstein avec toute sa renommée, s'est avérée fort utile. Ainsi

en septembre 1939, Szilard au courant de l'état des recherches sur l'uranium demande, dans un premier temps, à Einstein d'écrire au Roi Léopold III que le savant connaissait bien pour l'avertir de l'importance qu'allait revêtir l'uranium congolais en cas d'invasion allemande. Des brouillons de lettres ont été rédigés mais, pour finir Szilard décida de s'adresser directement à Roosevelt. La lettre datée du 11 octobre 1939 est signée par Einstein. Elle pria le Président d'activer les programmes de recherches aux Etats-Unis sur l'uranium tout en attirant son attention sur l'existence des stocks du minerai en Europe (Tchécoslovaquie) et en Belgique (uranium du Congo). Un comité consultatif sur l'uranium fut mis en place mais celui-ci n'était doté que de faibles moyens. Si bien que Szilard, toujours par l'entremise d'Einstein, envoie une seconde lettre à Roosevelt en février 1940 lui demandant de donner un nouvel élan aux recherches. Cette lettre eut comme effet de voir le Président Roosevelt allouer des sommes importantes à Szilard et Fermi pour la poursuite de leurs travaux. Le comité sur l'uranium représente la première étape d'un processus qui conduit, en février 1942, au lancement du «*Manhattan Project*» sous l'autorité de l'armée.

En 1939 et 1940, les Américains s'intéressent à l'uranium congolais. Puis, il faut attendre l'année 1942 pour voir les premiers achats. Comment peut-on expliquer ce laps de temps ?

Pour répondre à cette question, il faut tenir compte de deux éléments importants. D'une part, jusqu'en 1942, les programmes de recherche nucléaire ne disposaient pas de moyens suffisamment

importants pour acheter une grande quantité de minerai. D'autre part, la principale source d'approvisionnement venait du Canada. Puis, comme le disait Einstein, de manière un peu ironique, ce que l'on a besoin dans ce domaine, c'est d'un bon négociateur pour conclure les contrats d'achat avec les milieux d'affaires. Lorsque le Général Groves assisté de Nichols prennent en charge le «*Projet Manhattan*», ils disposent enfin de moyens importants. Pour la négociation, Groves et Nichols s'avèrent être les hommes qui convenaient. A partir de ce moment, leur intérêt se tourna tout naturellement vers l'uranium congolais et l'Union Minière.

Depuis 1939 Szilard presse Roosevelt pour activer les recherches sur l'atome. En 1945, il s'oppose à l'utilisation de la bombe. Comment expliquer ce revirement dans son attitude ?

Il n'y a pas contradiction. En 1939, Szilard est préoccupé par l'éventualité que les Allemands disposent de la bombe avant les Alliés. En 1944, les rapports venant de l'armée révèlent que cette éventualité est fort peu probable. A l'automne 1944, même au sein de la communauté scientifique, on commence à souligner que l'utilisation de la bombe serait avant tout destinée à impressionner les Soviétiques. Au printemps 1945, la défaite allemande se précise. Dès lors pour Szilard, la course contre l'Allemagne avait perdu sa raison d'être. Il fallait, dans son esprit, réfléchir aux implications de la bombe dans ce nouveau contexte. En plus, Szilard est enragé d'apprendre que les diplomates qui négocient la charte des Nations Unies sont tenus dans l'ignorance de la bombe. Il décide alors, au mois de février 1945, d'envoyer, toujours par

l'intermédiaire d'Einstein, une troisième lettre à Roosevelt pour le mettre en garde contre la perspective d'une course aux armements. Mais un mois plus tard, Roosevelt meurt sans avoir eu le temps de penser à ces aspects. Szilard a ensuite une entrevue infructueuse avec Byrnes. En l'occurrence, il s'adressait à la mauvaise personne puisque la politique du nouveau Secrétaire d'Etat de Truman sera en grande partie motivée par le désir de combattre l'expansion soviétique notamment en Europe. Enfin, en juillet 1945, Szilard envoie une pétition à Truman qui recueille la signature de 71 personnalités scientifiques. Les pétitionnaires exhortaient le Président d'épuiser tous les autres moyens, y compris une démonstration de l'arme nucléaire, pour obtenir une reddition japonaise et de ne pas l'utiliser contre des cibles au Japon. L'engagement anti-atomique de Szilard se poursuivra bien après la guerre. En 1952, il n'hésitera pas à vaincre les clivages de la politique américaine par son action en faveur d'une candidature unique d'Eisenhower dont on connaissait l'hostilité à l'encontre de l'utilisation de la bombe en août 1945.

A quelles sources avez-vous pu avoir accès pour vos recherches. Y en a-t-il encore aujourd'hui qui sont inaccessibles ?

Pour mon travail, j'ai pu consulter les papiers de Szilard et d'Einstein conservés à Princeton et à Washington. En ce qui concerne Szilard, l'essentiel de ses papiers (lettres, memoranda et écrits) ont fait l'objet d'une publication sous l'égide du MIT (*Massachusetts Institute of Technology* ndlr). On peut y trouver des références relatives à la Belgique et à l'uranium congolais. D'autres archives sont encore inaccessibles. C'est le cas des archives du *FBI* qui contiennent des dossiers volumineux sur Einstein et Szilard. Il y a aussi les archives du *Joint Committee on Atomic Energy* mis en place suite à l'adoption du *Mc Mahon Act* (1946 ndlr) qui, bien que déposées aux Archives Nationales à Washington, sont encore fermées aux chercheurs. Enfin, je serais évidemment fort curieux de voir ce que contiennent les archives de Moscou, principalement celles du *KGB*.

*Interview de Jean-François Crombois
Mons, 15 septembre 1995*

L'ASBL «Les Amis du Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale» est une institution officiellement agréée pouvant bénéficier de libéralités déductibles de l'impôt. Nos amis peuvent donc contribuer à l'activité du Centre tout en allégeant leurs charges à condition de faire un don de 1.000 FB ou plus. Vous pouvez verser vos dons au numéro de compte de l'ASBL: 000-1491037-50, 1040 Bruxelles. La cotisation annuelle s'élève à 250 FB.

Hiroshima au Japon:

une histoire censurée, un passé qui pose problème

Entretien avec le Professeur Ninomiya (Institut des Sciences humaines, Université de Tokyo)

L'histoire de la guerre au Japon présente un double régime fait de liberté et censure. Deux communications présentées au Congrès de Montréal¹ dans la section «le pouvoir et la liberté de la recherche historique et ses moyens de diffusion» ont révélé cette situation unique d'une censure exercée par le gouvernement à l'encontre des manuels scolaires alors que la recherche universitaire jouit d'une grande liberté. La volonté des autorités était, dans ce domaine, de supprimer les passages concernant les atrocités commises par les Japonais durant la guerre, en particulier les massacres perpétrés en Chine. Elle visait également à masquer la véritable nature du régime militaire nippon de l'entre-deux-guerres jusqu'à refuser les termes «invasion japonaise». Un historien japonais, Ienaga Saburo a depuis longtemps protesté contre ce contrôle exercé par le Ministère de l'Éducation. Son action a suscité un important mouvement d'opinion qui déboucha, en 1993, sur une décision de justice déclarant cette censure illégale. Cela dit, la vision de la guerre au Japon a évolué depuis 1945 en fonction de la conjoncture politique et économique, pas

toujours toutefois dans une bonne direction.

L'année 1995 a vu deux événements importants se produire au Japon. D'une part, le Premier ministre a reconnu publiquement la responsabilité japonaise dans la guerre. D'autre part, on a commémoré le 50e anniversaire d'Hiroshima et de Nagasaki. Quelle a été la réaction des historiens face à ces deux événements ?

Hiroshima et Nagasaki ont provoqué un choc terrible au Japon. A vrai dire les Japonais se sont sentis victimes de l'atrocité de la bombe atomique. Ce sentiment a rendu toute interrogation sur le problème de la responsabilité très difficile à poser. Mais maintenant, les choses commencent à changer. Le Premier ministre a reconnu publiquement cette année la responsabilité du Japon. Les historiens ont joué dans ce domaine un rôle non négligeable car depuis longtemps la recherche historique avait souligné l'importance des crimes de guerre et de la responsabilité du Japon dans la guerre. Dès lors pour nous, la prise de position

¹ Communications des Professeurs Tokushi Kasahara et Miyachi Masato. Cfr *Abstracts*, in *Actes du 18e Congrès international des Sciences historiques*, Montréal, 1995, p. 137-155.

du Premier ministre a été très bien accueillie.

Pour en revenir à Hiroshima. Est-ce que l'utilisation de la bombe a aussi été remise en cause, à l'instar des révisionnistes aux USA qui ont mis en doute sa justification officielle en la plaçant dans une logique de guerre froide ?

En ce qui concerne les historiens japonais, la plupart ont adopté cette opinion. A savoir que l'usage de la bombe n'était pas nécessaire et que le Président l'a utilisée pour impressionner les Soviétiques. Ces travaux sont basés sur des archives américaines. On doit cependant reconnaître qu'il y a encore peu de travaux d'historiens japonais sur cette question.

N'est-ce pas en fin de compte toute la vision de la guerre qui pose problème ? Comment celle-ci a évolué depuis 1945 ?

La vision de la guerre au Japon a évolué depuis 1945. Il y a bien sûr la période qui s'étend de la capitulation en 1945 jusqu'en 1950. Cette période voit une première phase de démocratisation imposée par l'occupation américaine. Au Japon, les sentiments étaient partagés suite à la défaite. Pour les uns, la défaite a été accueillie avec soulagement. Dans certains cas, elle a même été ressentie comme une libération marquant la fin de l'oppression du régime militaire. Pour les autres, la capitulation a provoqué des remords et un bouleversement des systèmes de valeur. Evidemment, il y avait une censure de la part de l'armée américaine. On ne pouvait pas écrire des articles farouchement anti-américains. Mais en ce qui concernait les faits de guerre ou l'armée japonaise, on était tout à fait libre. D'ailleurs,

c'est à ce moment-là que les historiens marxistes et libéraux ont pris la relève de ceux d'extrême droite pour la plupart exclus temporairement de l'enseignement. Il ne faut pas non plus oublier qu'à cette époque, l'approche marxiste s'impose largement dans la recherche et l'enseignement de l'histoire au niveau universitaire. Depuis la période de haute croissance économique, on a assisté à un retour des intellectuels de droite, conservateurs ou même d'extrême droite.

Quelle est leur vision de la guerre ?

Ces historiens présentent la guerre du Pacifique comme une guerre d'émancipation des peuples d'Asie. Il y a là un sentiment anti-occidental que l'on trouve aussi dans la classe politique. Ce sentiment les conduit à se poser les interrogations suivantes: «le Japon n'a pas été le seul coupable d'atrocités... Les occidentaux en ont aussi commises par le biais du colonialisme et de l'impérialisme. Le Japon est juste entré plus tard dans la dernière phase du colonialisme...». Une partie des historiens marxistes ont aussi adopté cette vision au nom de l'anti-colonialisme.

Vous avez souligné la grande liberté dont jouissait la recherche universitaire ? Il y avait aussi l'Empereur, on ne pouvait quand même pas y toucher ?

Il y a là une précision importante à retenir. Si j'ai dit que la recherche était libre, ce n'était bien sûr pas le cas des manuels scolaires. Au Japon, le contrôle idéologique de l'histoire a toujours été très fort même avant la guerre. Moi, par exemple, à l'école primaire, c'est encore la version

officielle de l'histoire du Japon faite de mythes et de dieux que l'on ma enseignée. Après la guerre, cela a disparu. Mais les manuels scolaires faisaient toujours l'objet d'un contrôle par le Ministère de l'Education. Et, depuis la fin de la guerre, excepté une brève période, ce sont les conservateurs qui ont dirigé le pays. On ne pouvait donc pas écrire librement. Par exemple, pendant la guerre froide, on a supprimé dans les manuels, les passages concernant les crimes de guerre. On a aussi, pendant cette période, encouragé les auteurs anti-soviétiques et anti-communistes. Entretemps, les historiens continuaient à publier. A l'Université de Tokyo, où je suis entré en 1951, il y avait encore plus de la moitié des professeurs qui étaient marxistes. Ils parlaient de guerre d'invasion, d'occupation de la Chine, le discours était très clair à cet égard.

Et l'Empereur ?

Je dois là aussi souligner deux choses importantes. Les Japonais n'ont pas jugé l'Empereur et ne l'ont pas poursuivi pour sa responsabilité dans la guerre. Les Américains ont aussi renoncé à le faire. En plus, la justice japonaise n'a elle-même jamais jugé les responsables de crimes de guerre. Quant à l'Empereur, il reste encore vénéré au Japon, même depuis son discours de 1946 de renonciation à la divinité. Si on met en cause la personnalité de l'Empereur, cette vénération est tellement ancrée que l'opinion publique ne suivra pas.

Vous avez souligné la liberté dont jouissait la recherche universitaire, notamment dans la mise en cause des responsabilités japonaises durant la guerre

alors que les manuels scolaires font l'objet de contrôle. Est-ce que l'opinion est divisée par rapport à ce passé ?

Il faut se souvenir qu'il y a une différence fondamentale, par exemple, avec la situation en Allemagne. Prenons le cas du Temple shintoïste de Yaskoni. Celui-ci est dédié à l'ensemble des soldats morts à la guerre, sans distinctions. Il n'y a pas eu d'épuration au Japon. Dans l'immédiat après-guerre, le Premier ministre japonais était un cadre de l'ancien régime ! Les criminels de guerre n'ont pas été poursuivis par la justice. On peut même dire qu'il n'y a jamais eu de fracture dans l'opinion publique, comme par exemple en France où Vichy a divisé la population. En fait, beaucoup pensent que s'ils ont été entraînés dans la guerre, c'était pour l'Empereur. Le régime impérial, même sous l'apparence démocratique actuelle, a beaucoup pesé sur les mentalités.

Il y a donc un divorce entre l'opinion et les historiens ?

Au Japon, les intellectuels n'ont jamais dirigé l'opinion publique. Il existait de nombreuses revues de tendance démocratique et de gauche qui circulaient au Japon. Mais leur audience était très faible. En ce qui concerne l'édition des livres, on était pratiquement libre - à part certaines restrictions - de publier ce qu'on voulait. Mais cela n'a pas beaucoup pesé.

De quelles sortes d'instruments historiques disposez-vous au Japon pour vos recherches sur la guerre ?

On dispose de nombreuses sources au Japon. Il y a les témoignages écrits sous formes de mémoires ou de souvenirs. Il

est frappant de constater qu'ils ne contiennent aucune trace d'auto-critique. Il y a aussi deux dirigeants communistes emprisonnés pendant dix-huit ans et libérés après la guerre qui ont publié leurs mémoires. En ce qui concerne les sources, principalement dans le domaine militaire, la recherche reste problématique. Une grande partie des archives militaires a été rapatriée aux Etats-Unis. De plus, après la capitulation, le Ministère de la Guerre a été supprimé. Dès lors, les chercheurs doivent se rendre aux Etats-Unis. Ce qui explique que, pendant tout un temps, les

recherches historiques se basaient sur des documents demeurés au Japon dans les mains de particuliers.

Que ressentez-vous face à la vision ou l'absence de vision en Occident concernant le Japon ?

Je peux dire que les Japonais, y compris les historiens, se posent des questions sur les exigences occidentales. Par exemple, en matière de colonialisme, est-ce que la France a reconnu sa responsabilité vis-à-vis de l'Algérie... ?

*Interview par José Gotovitch
(Montréal, 29 août 1995)*

Le Centre a pu introduire dans ses collections un important ensemble d'ouvrage traitant de la politique vaticane, de l'Espagne franquiste et de la guerre secrète. Ces livres provenaient de la bibliothèque de feu Léon Papeleux. Est-il besoin de rappeler combien celui-ci avait été intéressé par les différents sujets ? Nous tenons à remercier sa famille pour ce don si opportun.

A.C.

OFFRE SPECIALE !

Les *CAHIERS* et les *CAHIERS-BIJDRAGEN*, jusqu'au n° 12 (1989) inclus, sont à présent disponibles au prix exceptionnel de 100 francs par numéro. **Attention !** Si vous commandez un ensemble de 5 numéros parus avant 1990, vous pouvez profiter d'une réduction exceptionnelle de 200 francs, soit 300 francs au lieu de 500 francs. Profitez de cette offre unique !

L'Institut d'Histoire du Temps Présent (Paris)

L'Institut d'Histoire du Temps Présent a été fondé en 1978 par François Bédarida, succédant au Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale, créé en 1951, et dont les premières bases avaient été jetées dès 1944, par le gouvernement provisoire du général de Gaulle. Dirigé par Henri Michel, fondateur dans les années 1960 du Comité International d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale, le CHDGM avait un statut particulier dans la recherche en France. Il dépendait directement du Premier ministre afin de faciliter autant que possible la collecte et la communication des archives relatives à la période 1939-1945, particulièrement difficiles d'accès jusqu'à la fin des années 1970.

Un nouveau territoire historien

Depuis sa création, l'IHTP a repris, développé et complété l'oeuvre du CHDGM tout en élargissant considérablement ses axes de recherche. En effet, en 1978, il apparaissait que travailler sur cette période était désormais plus facile que dans les années précédentes, d'autant qu'une nouvelle législation sur les archives publiques allait, en 1979, libéraliser leur communication et inciter de très nombreux chercheurs français et

étrangers à se lancer sur des sujets parfois délaissés auparavant, comme l'histoire de Vichy, de la Collaboration, des persécutions antijuives, etc.

Dès l'origine donc, l'IHTP a eu pour mission de lancer des programmes de recherche sur l'histoire contemporaine à compter de l'année 1939. Cette mission constituait une double rupture épistémologique dans l'historiographie française. D'un côté, elle consacrait l'«histoire du temps présent» comme un domaine scientifique à part entière, au même titre que l'histoire médiévale ou l'histoire moderne (XVIe-XVIIIe siècles). C'était là une petite révolution dans la mesure où l'histoire très contemporaine avait toujours eu, en France, un statut ambigu, considérée au mieux comme de la sociologie ou de la science politique, au pire comme du journalisme. L'IHTP a donc permis de renforcer ce champ historiographique, en lui donnant de surcroît une définition précise: d'un point de vue méthodologique, et en dehors de toute considération idéologique, on appelle «temps présent» une période de temps qui couvre globalement la durée d'une vie humaine, autrement dit une période pour laquelle l'historien a la possibilité de disposer du témoignage direct de contemporains.

¹ Nous tenons à remercier la rédaction du *Vijfde Jaarboek* du *Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie* et la direction du *RIOD*, qui ont mis à notre disposition la version originale du texte de H. Rouso et la traduction, parue en 1994.

En 1993, le temps présent couvrait donc en gros les années 1930-1990, c'est-à-dire celles des générations nées autour de la Première Guerre mondiale.

D'un autre côté, le fait d'opérer un découpage chronologique qui débutait par l'année 1939, voire avant, au lieu de la traditionnelle coupure de 1945 marquait une autre rupture, d'une portée intellectuelle plus large. Elle donnait de fait à la période de la guerre un autre statut historiographique car cela signifiait par hypothèse que la guerre n'était pas un point terminal, celui de la période 1914-1945, mais au contraire un début, la genèse de la période 1939 à nos jours. Ce changement ne doit rien au hasard. Il correspondait en effet au réveil très marqué en France, au tournant des années 1970, de la mémoire de la guerre et de l'Occupation et à la prise de conscience tardive de la portée morale et politique des **Années noires** dans l'histoire de la France contemporaine.

Du point de vue de la recherche proprement dite, la mission confiée à l'IHTP lui a donné l'obligation de poursuivre et développer les travaux sur la Seconde Guerre mondiale et d'en développer de nouveaux sur les périodes plus récentes: le gouvernement Mendès France (1954-1955) et l'histoire du mendésisme, la Guerre d'Algérie et la décolonisation, l'histoire de la planification économique des années 1950-1970, l'histoire des entreprises publiques, l'histoire urbaine, etc.

L'histoire de la Seconde Guerre mondiale

En ce qui concerne la guerre proprement dite, les études sur la Résistance, très

nombreuses dans les années 1960, ont été quelque peu délaissées au profit des études sur le régime de Vichy et la Collaboration. Au début des années 1980, les recherches se sont focalisées sur l'étude de l'Etat, des grands corps administratifs, de l'économie. Il s'agissait de bien définir la nature du régime de Vichy, d'expliquer en quoi il constituait une rupture dans les traditions politiques françaises et comment il s'insérait malgré tout dans une continuité à la fois idéologique et politique: la **Révolution nationale** pétainiste a puisé aux sources intellectuelles des idéologies contre-révolutionnaires du XIXe siècle autant que du fascisme, et le régime de Vichy est né non seulement de la défaite militaire, mais des conséquences de la crise profonde de l'identité nationale, perceptible dès les années 1930; quant à son héritage institutionnel et idéologique, il s'est perpétué bien au delà de 1945 et continue d'être vivace aujourd'hui dans certaines franges de l'extrême droite, voire de la droite conservatrice.

A partir du milieu des années 1980, les recherches ont été orientées sur les phénomènes sociaux, en particulier sur l'impact réel de Vichy et de l'Occupation dans l'histoire longue de la France du ving-tième siècle, ainsi que sur l'histoire culturelle, celle de l'opinion et des représentations. Il s'agissait de freiner quelque peu les recherches sur l'Etat afin de mieux mettre en valeur une histoire «par en bas», voire une histoire du quotidien, à l'image de l'*Alltagsgeschichte*.

Par ailleurs, l'IHTP a été particulièrement attentif à l'étude de la mémoire de la guerre depuis 1945, d'autant que

l'institution comme les chercheurs sont constamment sollicités pour répondre à une demande sociale foisonnante sur tout ce qui touche au souvenir de l'Occupation. Parmi les travaux récents les plus représentatifs: *Jean Moulin et le Conseil national de la Résistance*, études et témoignages sous la direction de **Fr. Bédarida** et **J.P. Azéma**, textes de **Daniel Cordier**, Paris, IHTP/CNRS, 1983, 192 p.; **IHTP**, *La mémoire des Français. Quarante ans de commémorations de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, CNRS, 1986, 320 p.; *Pratiques et politiques culturelles dans la France de Vichy*, *Les Cahiers de l'IHTP*, 8, juin 1988, 261 p. (rééd.: **Jean-Pierre Rioux e.a.**, *La vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Complexe, 1990); *Le régime de Vichy et les Français*, Actes du colloque international, CNRS, 11-13 juin 1990, Paris, Fayard / IHTP, 1992, 788 p., sous la direction de **F. Bédarida** et **J.P. Azéma**, avec la collaboration de **Denis Peschanski** et **Henry Rousso**, un ouvrage qui fait le bilan de vingt ans d'historiographie.

A l'heure actuelle, les recherches nouvelles sur la Seconde Guerre mondiale portent d'abord sur l'histoire du droit, de la justice et de la répression durant la période 1930-1950. Quelques exemples: **B. Aubusson de Cavarlay**, **M.S. Huré**, **M.L. Pottier**, *La justice pénale en France. Résultats statistiques (1934-1954)*, *Les Cahiers de l'IHTP*, 23, avril 1993, (série «Justice»); **J.C. Farcy** et **H. Rousso**, *Justice, répression et persécution en France (fin des années 1930-début des années 1950). Essai bibliographique*, *Les Cahiers de l'IHTP*, 24, juin 1993, (série «Justice»). L'objectif est de s'interroger sur un domaine très peu exploré par les

historiens français, à savoir la dimension juridique des phénomènes sociaux. Il est également, dans la logique des recherches sur l'histoire sociale et culturelle de la guerre, de ne plus s'intéresser aux seules années d'occupation (1940-1944) mais d'insérer tout nouveau sujet sur la guerre dans une période de moyenne durée qui s'étend des années 1930 aux années 1950. Cet objectif fait écho aux interrogations nées récemment dans la communauté scientifique française sur la nécessité de prolonger ou non les études sur la Seconde Guerre mondiale. Tout comme dans d'autres pays, notamment en Allemagne, beaucoup d'historiens pensent que, au contraire des années 1960 où cette histoire était en sommeil, elle a pris depuis une vingtaine d'années une importance considérable, parfois au détriment d'autres sujets ou d'autres périodes. Par nature, l'IHTP a vocation de tenir compte de cette évolution et, à ce titre, les recherches sur le très contemporain - en histoire politique, économique ou encore dans le domaine des relations internationales - sont en passe de devenir plus importantes que les recherches sur la guerre proprement dite.

D'un autre côté, l'IHTP a décidé de renouveler les études sur la Résistance, notamment dans une perspective comparative. En effet, si l'historiographie de la Résistance a été dominante dans les années 1960, contribuant plus ou moins volontairement à cristalliser le **mythe résistancialiste** - voir **H. Rousso**, *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, 2^e éd. revue et mise à jour, Paris, Seuil, 1990, 414 p. -, elle est tombée en désuétude depuis une quinzaine d'années. Or, depuis, des fonds d'archives ont été découverts en France (Voir **D. Cordier**,

Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon, Paris, Jean-Claude Lattès, 1988-1993, 3 vol.) ou à l'étranger, notamment dans les archives de l'ex-URSS. Il est donc désormais possible d'écrire une histoire scientifique de la Résistance française qui ne soit pas tributaire des seuls témoignages d'anciens résistants: c'est l'un des objectifs des années à venir.

Un organisme de recherche polyvalent

En tant qu'organisme de recherche, l'IHTP est constitué en petite équipe d'une vingtaine de personnes, pour moitié de personnels de gestion et d'encadrement, pour moitié de chercheurs, dont l'originalité est de se consacrer exclusivement à la recherche comme tous les laboratoires du Centre national de la Recherche scientifique (CNRS), dont il dépend. Parmi les chercheurs travaillant sur la guerre, on peut citer, outre **F. Bédarida**, **Karel Bartosek**, qui s'intéresse à l'histoire de l'Europe centrale, **D. Peschanski**, qui travaille sur le communisme français et sur les camps d'internement sous Vichy, le directeur **H. Rousso**, qui succède à **Robert Frank**, directeur de 1990 à 1994, qui travaille sur l'épuration et la mémoire de la guerre, **Dominique Veillon**, qui étudie la vie quotidienne sous l'Occupation et **Danièle Voldman**, qui travaille sur la reconstruction urbaine de 1945.

Toutefois, l'IHTP bénéficie du concours de très nombreux professeurs d'universités (**Charles-Robert Agéron**, **J.-P. Azéma**, **R. Frank**, **P. Laborie**, **Pascal Ory**, **Renée Poznanski**, etc.) et encadre de ce fait un nombre croissant d'étudiants. Il bénéficie surtout d'un réseau d'une

centaine de correspondants, en majorité professeurs de lycées, répartis dans toute la France, et qui participent de manière bénévole aux enquêtes collectives. Cela permet de valoriser la dimension régionale et locale, à contre-courant des tendances centralisatrices et parfois trop **parisiennes** de la recherche française. Enfin, l'IHTP est inséré dans de nombreux réseaux de recherche européens et internationaux. Pour n'en citer que deux, son ancien directeur, **F. Bédarida**, est secrétaire général du Comité international des Sciences historiques, et **H. Rousso** est secrétaire général du Comité international d'histoire de la deuxième guerre mondiale.

L'IHTP possède une bibliothèque et un centre de documentation qui recèle: environ 20.000 volumes, essentiellement sur la période 1939-1945; 1.000 titres de périodiques, dont la plupart des journaux et revues de l'Occupation et de la Résistance; 600 microfilms d'archives, dont des copies des archives allemandes d'Alexandria (USA); 500 cartons documentaires, notamment sur la propagande de Vichy et des mouvements collaborationnistes, ainsi que sur les problèmes de la décolonisation; enfin une centaine de cartes sur l'activité de la résistance française dans les différents départements français, réalisées par l'ancien Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale. Depuis 1980, une partie de ses archives ainsi que celle du CHDGM ont été déposées aux Archives nationales, à Paris, par suite de la centralisation des archives publiques.

L'IHTP a une politique de publications qui s'oriente dans trois directions. Les travaux collectifs les plus importants,

ainsi que les publications individuelles des chercheurs sont édités dans des maisons d'éditions commerciales (Gallimard, Fayard, Seuil, etc.). Le reste est publié dans *Les Cahiers de l'IHTP*, au rythme de trois ou quatre volumes par an: il s'agit aussi bien de documents, d'instruments de travail (comme des bibliographies) que de recherches abouties. Parmi les documents récemment publiés, on peut citer: **F. Bédarida et D. Peschanski** (éd.), *Marc Bloch à Etienne Bloch. Lettres de la «Drôle de guerre»*, *Les Cahiers de l'IHTP*, 19, décembre 1991 (il s'agit de la correspondance du grand historien Marc Bloch à son fils); **Léo Hamon et R. Poznanski**, *Avant les premières rafles. Les Juifs sous l'Occupation (juin 1940-avril 1941)*, *Les Cahiers de l'IHTP*, 22, décembre 1992 (un document unique, rédigé en 1941 dans la clandestinité, par le résistant L. Hamon). Parmi les bibliographies, cfr **J.C. Farcy et H. Rouso**, *op.cit.* Enfin, parmi les études, on peut signaler le bilan de dix années sur la pratique de l'«histoire orale» à l'IHTP: **D. Voldman** (éd.), *La Bouche de la vérité ? La recherche historique et les sources orales*, *Les Cahiers de l'IHTP*, 21, novembre 1991. *Le Bulletin de l'IHTP*, dont la périodicité est trimestrielle, constitue une sorte de *Newsletter* qui donne des informations régulières tant sur la vie de l'Institut que sur la recherche en histoire contemporaine en France et à l'étranger. A cela, s'ajoute le fait que l'IHTP a été partie prenante de la création de la seule revue scientifique française consacrée exclusivement à l'histoire du temps présent: *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*.

Enfin, l'IHTP consacre une partie importante de son travail à répondre à la de-

mande sociale. Nombre de ses travaux, sur la guerre ou l'après-guerre, ont été réalisés dans le cadre de contrats avec des ministères (de l'Economie, de la Justice, des Anciens Combattants, etc.) ou avec des associations de résistants et de déportés. Il a été conseiller historique de nombreuses expositions et de musées, dont le Mémorial de Caen, inauguré en 1988, qui constitue l'un des grands musées français de la Seconde Guerre mondiale. Ses chercheurs sont par ailleurs constamment amenés à intervenir dans la presse ou dans les médias dans toutes les affaires - elles sont fort nombreuses - qui touchent au souvenir de Vichy et de l'Occupation, notamment à cause des procédures judiciaires intentées récemment contre d'anciens nazis et collaborateurs (Klaus Barbie, René Bousquet, Paul Touvier, etc.).

Depuis sa création, à peine plus d'une dizaine d'années, l'IHTP a été confronté aux grandes questions scientifiques soulevées par l'héritage de la Seconde Guerre mondiale et sa place dans l'histoire du très contemporain. A ce titre, il est une institution dont le passé, le présent et l'avenir ont sans doute de nombreux points communs avec d'autres institutions européennes de même nature, comme l'*IfZ* de Munich, le *RIOD* d'Amsterdam, l'*Istituto per il Movimento della Liberazione in Italia* de Milan, ou encore les nouvelles institutions de recherche qui se créent à l'heure actuelle en Russie, en Pologne, en Hongrie, en République Tchèque, en Slovaquie, etc. Preuve que l'histoire du temps présent ne peut s'écrire aujourd'hui qu'à une dimension continentale.

Henry Rouso

Renseignements pratiques:

- ♦ **Adresse:** Institut d'histoire du temps présent (CNRS), 44 rue de l'Amiral Mouchez, 75014 PARIS (France); tél.: 33-1-45 80 90 46; fax: 33-1-45 65 43 50.
- ♦ La **bibliothèque** de l'IHTP est ouverte toute l'année, sauf au mois d'août et les jours fériés, les lundi, mercredi et vendredi, de 9h30 à 17h30.
- ♦ Le *Bulletin de l'IHTP* (4 numéros par an) et les *Cahiers de l'IHTP* (3 à 4 numéros par an) sont vendus *conjointement* par abonnement unique annuel au prix de 110 FF. La souscription est à adresser à l'IHTP, 44 rue de l'Amiral Mouchez, 75014 PARIS, et les chèques doivent être libellés à l'ordre de l'Agent Comptable Secondaire, 1ère circonscription CNRS, CCP n° 9096 - 81 P PARIS.

* * *

Nos publications

Au printemps 1995 paraissait un numéro spécial de nos *Cahiers-Bijdragen*. On y trouve la plupart des contributions du colloque: «*Deux petits pays dans la Guerre froide: Belgique et Hongrie 1945-1956*». Il comporte 126 pages, coûte 495 fr. et peut être commandé directement auprès du Centre.

Dans la dix-septième livraison des *Cahiers-Bijdragen*, prévue fin 1995, figureront les articles suivants:

- Rudi Van Doorslaer, *Tussen wereldrevolutie en joodse identiteit. Joden uit België in de Spaanse burgeroorlog*;
- Etienne Verhoeyen, *François De Kinder: messenger auprès du Roi (décembre 1943-avril 1944)*;
- Gita Deneckere, *De algemene staking van 1936. Wetten en praktische bezwaren tegen een Volksfront*;
- Fabrice Schuermans, *La communauté émotionnelle des écrivains belges de langue française durant la guerre (1940-1941)*;
- Bart Crombez, *Van «Algemene SS-Vlaanderen» tot «Germaansche SS». Geschiedenis van een collaboratiebeweging*;
- Xavier Dehan, «*Jeune Europe*», le salon Didier et les Editions de la Toison d'Or (1933-1945)
- Bibliographie 1994;
- In memoriam Alain Dantoing.

